

Bilan
2020
—
2021

Conjuguer

transformation sociale

et

savoirs universitaires

TABLE DES MATIÈRES

À propos	1
Introduction.....	1
À la mémoire d'un pionnier et d'une partenaire	2
Synthèse de l'année 2020-2021	3
Projets et activités.....	3
Collaborations institutionnelles et contributions	4
Le SAC : un modèle inspirant.....	5
Rayonnement	5
Principaux enjeux pour 2021-2022.....	6
Équipe du SAC en 2020-2021	7
Comité des services aux collectivités	8
Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ	10
Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes.....	11
Comité consultatif du volet étudiant	12
Bourses étudiantes.....	13
Regard sur des projets accompagnés.....	14
Volet étudiant	14
Domaine communautaire	17
Domaine femmes et rapports de sexe	21
Domaine syndical.....	26
Remerciements	30
Partenaires des projets accompagnés au SAC	31

À PROPOS

Depuis plus de 40 ans, le Service aux collectivités collabore avec des groupes sociaux non traditionnellement desservis par les universités, en vue de répondre à des besoins qui leur sont propres et ce, dans une perspective de promotion collective ou culturelle. Il joue un rôle actif dans le soutien et le développement de partenariats fructueux qui prennent la forme de projets de formation, de recherche, de création et de diffusion.

Participent à ces projets des enseignant.e.s et étudiant.e.s de l'UQAM, ainsi que des associations volontaires et autonomes sans but lucratif, des groupes de femmes, des syndicats, des comités de citoyen.ne.s, de même que d'autres groupes apparentés non gouvernementaux qui poursuivent des objectifs de développement à caractère social, culturel, environnemental ou communautaire. Les projets sont accompagnés par le personnel professionnel du service afin de faciliter la coconstruction des connaissances et les bénéfices mutuels pour l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre des projets soutenus par le Service, les partenaires partagent leurs savoirs et compétences pour produire collectivement de nouvelles connaissances porteuses de transformations sociales.

INTRODUCTION

Ce rapport annuel du Service aux collectivités (SAC) 2020-2021 est le résultat d'une collaboration étroite entre les membres de l'équipe du SAC. Le rapport est présenté à Christian Agbobli, vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion, au Comité des services aux collectivités (CSAC), au Comité de la recherche et de la création, et déposé à la Commission des études de l'UQAM.

On y retrouve des données quantitatives globales pour l'ensemble des projets soutenus en 2020-2021, les faits saillants de l'année – incluant des collaborations institutionnelles et des activités de rayonnement – ainsi qu'une présentation détaillée des activités marquantes et des enjeux et perspectives propres au volet étudiant, puis aux trois domaines du service, soit : communautaire, femmes/rapports de sexe et syndical. Ce rapport et le tableau de l'ensemble des projets soutenus sont aussi disponibles sur le [site web du SAC](#).

ADRESSE Service aux collectivités
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine EST
Montréal (Québec)

COURRIEL sac@uqam.ca

SITE WEB sac.uqam.ca

FACEBOOK [@sacuqam](https://www.facebook.com/sacuqam)

À LA MÉMOIRE D'UN PIONNIER ET D'UNE PARTENAIRE



MICHEL LIZÉE

C'est avec une immense tristesse que l'équipe a dû dire au revoir à son ancien collègue Michel Lizée. Pionnier de l'UQAM et du Service aux collectivités, homme bon, incarnant l'esprit de justice et de démocratisation des savoirs universitaires des services aux collectivités, il a été le mentor de plusieurs générations d'uqamien.ne.s et il a accompli de grandes réalisations, à l'interne comme à l'externe, dont le formidable [Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes](#).

Économiste de formation, Michel aura collaboré avec chacun.e des membres de l'équipe, ainsi qu'avec de multiples groupes communautaires, de femmes et syndicaux, et ce, avec un égal engagement jusqu'à la fin.

Sans relâche, dans l'UQAM et dans de nombreuses organisations publiques, il a donné des formations, mené les luttes nécessaires et trouvé les mots justes pour la reconnaissance des intérêts collectifs des travailleurs et des travailleuses, au sein de leurs organisations comme à la retraite. Nous lui devons beaucoup collectivement et individuellement et pourrons lui rendre un hommage à sa hauteur en octobre 2021. De nombreux témoignages ont été diffusés suite à l'annonce de son décès, des mots de [Pierre Gladu](#), de [la FTQ](#), de [du Syndical canadien de la fonction publique \(SCFP\)](#), de la [revue Relations](#) et de [l'Institut de recherches et d'informations socio-économiques \(IRIS\)](#). Un article dans [Actualités UQAM](#) lui a également rendu hommage.

LAURENCE-LÉA FONTAINE

C'est avec beaucoup de regret que nous avons également appris, en janvier 2021, le décès de Laurence-Léa Fontaine, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM, membre du Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et collaboratrice de nombreux projets menés avec des partenaires du milieu syndical. Sa contribution hors-pair a également été soulignée lors d'une soirée commémorative organisée par ses collègues et ami.e.s et dans des [témoignages](#).



SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2020-2021

Cette section du rapport vise à présenter un bref bilan des diverses activités qui ont occupé le SAC du 1^{er} mai 2020 au 30 avril 2021.

PROJETS ET ACTIVITÉS

Le tableau suivant résume la situation relative aux projets partenariaux, amorcés, en cours ou terminés en 2020-2021, et au financement obtenu pendant cette période.

PROJETS ET ACTIVITÉS	
Type de projets/activités	Nombre
Projets de recherche	60
Projets de formation	17
Activités de diffusion/transfert	7
Projets de consultation/expertise	7
Mandats réalisés dans le cadre du volet étudiant	18
Total	109
SOUTIEN FINANCIER	
Type de soutien	Montant
Interne	166 775 \$
Externe	598 493 \$
Total	765 268 \$
DÉGRÈVEMENTS	
Nombre d'heures de dégrèvement	750 heures
PARTENAIRES UNIVERSITAIRES ET DES COLLECTIVITÉS	
Type de partenaire	Nombre
Professeur.e.s et chargé.e.s de cours de l'UQAM, provenant des sept Facultés et école	121
Étudiant.e.s de l'UQAM	152
Groupes partenaires	123

Nous tenons à souligner que ce tableau ne présente pas **tous les apports considérables, mais non comptabilisés des groupes partenaires**, tant en ressources humaines que matérielles.

COLLABORATIONS INSTITUTIONNELLES ET CONTRIBUTIONS

Agentes de développement

- Comité d'action pour les Premiers Peuples de l'UQAM
- Comité de suivi du plan de quartier de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Conseil scientifique du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
- Conseil de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
- Chantier Transfert des connaissances et recherche partenariale du Réseau québécois en études féministes (RéQEF)
- Comité de direction du projet De nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité des sexes
- Comité de direction de la Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur
- Comités conjoints du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et du Protocole UQAM/Relais-femmes
- Comité de direction du partenariat SAVIE-LGBTQ (CRSH)
- [6^e Colloque international du CRISES](#) (animation, kiosque et présentation de projets)
- Participation à [Voir Grand, le forum de l'action communautaire autonome](#)
- Appui au déploiement du volet étudiant
- Comité mobilisation des connaissances Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion de l'UQAM (SePSI/SRC/SAC)
- Représentation de l'équipe au Comité des services aux collectivités (CSAC)
- Refonte des formulaires et programmes de dégrèvements (recherche et formation)
- Rédaction d'un mémoire par les agentes dans le cadre de la consultation institutionnelle sur *L'université québécoise du futur*
- Présentation du modèle SAC dans 5 groupes-cours différents à l'UQAM (1^{er}, 2^e et 3^e cycles)

Direction

- Conseil de la recherche et de la création de l'UQAM
- Mandataire du vice-recteur à la Recherche, la création et la diffusion au sein du Comité institutionnel en matière d'écoresponsabilité.
- Conseil d'administration et comité exécutif du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
- Conseil d'administration de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Conseil de direction du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)
- Comité de direction du Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal
- Représentant de l'UQAM pour le partenariat UQAM et Entremise dans le cadre du projet Réseau Ville Autrement
- Comité exécutif de *Community-Based Research Canada*
- [Groupe consultatif sur les retombées sociales](#), Universités Canada
- Conseil d'administration du Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)

LE SAC : UN MODÈLE INSPIRANT

En janvier 2021, l'équipe du SAC a présenté son modèle et son approche au professeur Luc Audebrand, professeur à l'Université Laval et responsable d'une [démarche d'engagement social](#). Le projet *De nouvelles alliances* porte également ses fruits à l'Université Laval et l'Université Sherbrooke (voir domaine Femmes), qui développent graduellement des modalités partenariales inspirées des collaborations menées dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes du SAC.

Le SAC est aussi un modèle inspirant à l'international. L'engagement à créer un premier réseau sur les collaborations universités et collectivités dans la francophonie internationale, qui avait été pris en 2019 durant un séminaire du VRRRC, s'est concrétisé durant l'hiver 2021. Le directeur du SAC a piloté une première démarche de reconnaissance du Réseau International Universités-Société (RÉIUNIS), avec l'appui du vice-recteur à la recherche, à la création et à la diffusion et de la rectrice. Ainsi, les universités de Lyon2, Rennes2, Strasbourg, Laval, UQO et UQAM ont été les premières à adhérer à ce réseau, qui favorisera les collaborations internationales avec les collectivités, dont le SAC est un des modèles.

En 2021, un service aussi fortement inspiré du SAC a été mis en place par l'Université Rennes 2 (France) suite à de nombreux échanges avec l'UQAM. D'autres échanges entre ces deux services (Rennes2 et SAC) sont prévus en 2021-2022. Soulignons finalement que le modèle SAC a été présenté dans 5 groupes-cours différents à l'UQAM, tous cycles d'études confondus.

RAYONNEMENT

L'année a été marquée par la diversification de nos plateformes de communication. Tout d'abord, le SAC a lancé en septembre sa [page Facebook](#), afin de permettre une plus grande diffusion de ses réalisations. En date du 30 avril 2021, la page compte près de 400 abonnés. Les événements créés par le SAC sur la page ont généré 1800 réponses et ont touché 43 700 personnes.

À l'occasion du Printemps de la recherche, la [chaîne YouTube du SAC](#) a été aussi lancée en mars 2021, afin de partager les capsules et vidéos réalisées dans le cadre des projets partenariaux.

L'équipe a aussi entrepris une démarche de collaboration avec le Service des communications pour se doter d'un plan de communication et actualiser son identité visuelle. Enfin, 22 articles mentionnant le SAC, son apport et ses projets ont été publiés dans Actualités-UQAM au cours de l'année, sans parler de la couverture médiatique hors-UQAM exceptionnelle obtenue par de nombreux projets.

PRINCIPAUX ENJEUX POUR 2021-2022

La consolidation de la relève professionnelle continue d'être l'un des principaux défis auquel est confronté le SAC. Cet enjeu de ressources humaines est accentué pour l'année à venir, alors que le SAC devra se passer deux postes contractuels d'agentes de développement, qui étaient en appui aux quatre postes réguliers depuis plusieurs années. Le non renouvellement de ces deux postes contractuels est lié à un enjeu d'équilibre budgétaire des services de l'UQAM. Or, l'impact structurant de l'accompagnement assuré par les agentes est une plus-value aux projets, réitérée par les partenaires au bilan des recherches terminées en 2020-2021. Heureusement, même si réduite, l'équipe du SAC bénéficie d'une solide relève exerçant cette fonction si particulière et nécessaire de médiateur.trice de savoirs.

Un autre enjeu au SAC concerne la pérennisation du volet étudiant, projet initié en 2020 à l'issue de consultations menées en 2018 auprès de groupes, professeur.e.s et étudiant.e.s. Les activités de cette orientation stratégique du SAC et leurs retombées, fort prometteuses, sont décrites dans la section présentant le volet étudiant.

Enfin, en termes de perspectives, le Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion (VRRCD) a amorcé, en 2020-2021, un diagnostic organisationnel afin d'analyser l'état des ressources humaines et financières en appui à sa mission institutionnelle. Les résultats seront connus à l'automne 2021, suite à des consultations auprès des services du VRRCD et des professeur.e.s.

ÉQUIPE DU SAC EN 2020-2021

Christine Champagne <i>*depuis janvier 2021</i> Agente de développement Projet volet étudiant	Léa Lefèvre-Radelli <i>*jusqu'en janvier 2021</i> Agente de développement Projet volet étudiant
Geneviève Chicoine Agente de développement Domaine communautaire	Mélanie Pelletier Agente de développement Domaine communautaire
Maryse Dupré Secrétaire de direction	Marie Eve Rioux-Pelletier <i>*à partir d'octobre 2020</i> Agente de développement Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ
Lyne Kurtzman Agente de développement Protocole UQAM/Relais-femmes	Josée-Anne Riverin Agente de développement Domaine communautaire
Ève-Marie Lampron Agente de développement Protocole UQAM/Relais-femmes	Marcel Simoneau Directeur

Cette année, le domaine communautaire a pu compter sur la participation de trois agentes. En effet, nous avons eu la chance de maintenir le contrat de Mélanie Pelletier, qui assurait le remplacement de Josée-Anne Riverin et qui continuera dans la foulée, puisque cette dernière amorçait un second congé de maternité à la toute fin de l'année couverte par le présent bilan. En plus de coordonner plusieurs projets, Mélanie a offert un appui soutenu à la réalisation du volet étudiant et aux divers mandats d'équipe.

Au domaine femmes et rapports de sexe, l'année a également été marquée par le départ progressif à la retraite de Lyne Kurtzman, qui quittera le SAC en décembre 2021 après une riche carrière s'échelonnant sur plusieurs décennies.

Au domaine syndical, Marie Eve Rioux-Pelletier est devenue titulaire du poste de responsable du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ en juin 2020. Elle a été remplacée pendant son congé parental par Ève-Marie Lampron, qui œuvre également au Protocole UQAM/Relais-femmes.

Au volet étudiant, Léa Lefèvre-Radelli a amorcé un congé de maternité en janvier 2021 et a été remplacée par Christine Champagne, qui assumera la fonction d'agente de développement responsable du dossier jusqu'à la fin de l'année 2021.

COMITÉ DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS

Le modèle de gouvernance adopté au Service aux collectivités imprègne le fonctionnement des différents mécanismes institutionnels et concrétise son engagement face aux groupes du milieu. Le Comité des services aux collectivités (CSAC), qui relève directement de la Commission des études de l'UQAM, sert de modèle de référence à cet effet. Il est formé d'un nombre égal de représentant.e.s des groupes du milieu (8) et de l'Université (7 membres du corps professoral issus des 7 facultés et un membre du Service aux collectivités). Cette structure paritaire permet un véritable partenariat entre l'Université et le milieu et constitue un lieu privilégié d'échanges sur les enjeux de la société.

Ce Comité est essentiel aux activités du SAC, non seulement par l'évaluation des projets et l'octroi de ressources (PAFARC et dégrèvements), mais aussi par ses recommandations à la Commission des études (CE) de l'université à propos des axes de développement et des priorités annuelles en matière de services aux collectivités.

Une gouvernance paritaire favorisant une démocratisation du savoir et de nouveaux modes d'appropriation des ressources de l'Université.

En 2020-2021, le CSAC s'est réuni à 6 reprises a été appelé à évaluer 30 projets de recherche, de formation ou de transfert. Le tableau de la page suivante présente les membres du CSAC pour l'année 2020-2021.



UN CHALEUREUX REMERCIEMENT À LISE GERVAIS

Le 26 avril 2021, Lise Gervais siégeait au CSAC de l'UQAM pour une dernière fois, après une centaine de séances et 20 ans de mandat à titre de représentante de l'organisme Relais-femmes.

Lise Gervais, diplômée de l'institution, a obtenu en 2018 [le prix Reconnaissance UQAM](#) pour l'ensemble de son considérable apport. À nous maintenant, au SAC, de lui dire à quel point sa clairvoyance, sa compréhension des enjeux, son dévouement à la mission des Services aux collectivités et son enthousiasme contagieux nous manqueront.

Julie Raby, déjà impliquée dans plusieurs projets du Service, prendra la relève de la représentation de Relais-femmes au CSAC.

Merci pour tout, chère Lise, et ce n'est qu'un au revoir !

« Une des choses qui est fondamentale, c'est le lien. Les groupes, les collectivités ne sont pas qu'au service de la recherche. La recherche n'est pas qu'au service des groupes. Et c'est la force de la pratique du SAC : [...] de faire en sorte que les deux composantes réfléchissent ensemble et ça fait des projets qui sont riches pour les chercheur.e.s, riches pour les groupes, mais aussi pour les étudiantes et les étudiants qui ont de la chance de faire de la recherche qui donne des résultats qui sont réinvestis tout de suite dans la pratique ».

– Lise Gervais ([La politique des services aux collectivités de l'UQAM](#), On Jase... Les balados de Relais-femmes, 2021).

Membres du Comité des services aux collectivités 2020-2021

Catherine Bourassa-Dansereau <i>*jusqu'en décembre 2020</i> Faculté de communication, UQAM	Marie-Jean Meurs Faculté des sciences, UQAM
Lise Côté Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Olga Navarro-Flores École des sciences de la gestion, UQAM
Ophélie Couspevre Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC) <i>*depuis mars 2021</i>	Anne Pelletier DéPhy Montréal
Rachel Cox Faculté de science politique et de droit, UQAM	Diane Poitras <i>*depuis février 2021</i> École des médias, Faculté de communication, UQAM
Caroline Forget-Galipeau Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ)	Mark Poddubiuk Faculté des arts, UQAM
Juan-Luis Klein <i>*jusqu'en avril 2021</i> Faculté des sciences humaines, UQAM	Julie Poissant Faculté des sciences de l'éducation, UQAM
Lise Gervais <i>*jusqu'en avril 2021</i> Relais-femmes	Josée-Anne Riverin <i>*jusqu'en avril 2021</i> Service aux collectivités, UQAM
Sandrine Iceta Maison Flora Tristan	Marcel Simoneau Service aux collectivités, UQAM
Suzanne Leroux <i>*jusqu'en février 2021</i> Centre Saint-Pierre	Adina Ungureanu Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCESSS)
France Levert Réseau des femmes en environnement	

L'équipe remercie aussi chaleureusement les membres sortant.e.s, soient Catherine Bourassa-Dansereau, Lise Gervais, Juan-Lewis Klein et Suzanne Leroux pour leur implication au Comité.

COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets de recherche et de formation liés au monde du travail et répondant aux besoins des travailleuses et des travailleurs. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un protocole unique en son genre et qui unit l'UQAM à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) depuis 1976 et également, à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) depuis 1990.

Ce partenariat est géré par un Comité conjoint où siègent, de façon paritaire, des membres du corps professoral de l'UQAM et des personnes représentantes de chacune des centrales syndicales, auxquels s'ajoutent l'agente de développement responsable du dossier et la direction du SAC. En plus d'assurer un suivi aux projets en cours, ce comité offre un espace privilégié pour échanger et se concerter sur les orientations quant au développement de projets fédérateurs et novateurs, en s'appuyant sur les besoins actuels et à venir des partenaires syndicaux ainsi que les expertises en recherche disponibles à l'UQAM. Le comité conjoint du Protocole s'est réuni à cinq reprises pendant la période couverte par le rapport.

Membres du Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ 2020-2021

Serge Beaulieu Service de l'éducation, FTQ	Nathalie Houlfort <i>*jusqu'en juin 2020</i> Faculté des sciences humaines, UQAM
Stéphanie Bernstein Faculté de science politique et de droit, UQAM	Mélanie Lefrançois École des sciences de la gestion, UQAM
Yves Chochard Faculté des sciences de l'éducation, UQAM	Denis Mailloux <i>*jusqu'en mai 2019</i> Service des relations de travail, CSN
Lise Côté Service de la recherche, FTQ	Sophie Meunier <i>*depuis octobre 2020</i> Faculté des sciences humaines, UQAM
Sylvain Côté Service des ressources humaines et de formation, CSN	Matthieu Pelard <i>*jusqu'en septembre 2020</i> Service de la recherche, CSQ
Gabriel Danis Centrale des syndicats du Québec, CSQ	Éric Pineault <i>*depuis mai 2021</i> Faculté des sciences humaines, UQAM
Julie Dubé <i>*depuis octobre 2020</i> Service de l'action terrain, CSQ	Marie Eve Rioux-Pelletier Service aux collectivités UQAM
Laurence Léa Fontaine (feu) <i>*jusqu'en janvier 2021</i> Faculté de science politique et de droit, UQAM	Marcel Simoneau Service aux collectivités UQAM
Caroline Goulet <i>*jusqu'en mars 2021</i> CSN	Anne Thibault-Bellerose Service recherche et condition féminine, CSN

Nous tenons à remercier, pour leur implication, les membres qui ont quitté le comité en 2020-2021 : Laurence Léa Fontaine, Caroline Goulet, Nathalie Houlfort, Denis Mailloux et Matthieu Pelard.

COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/RELAIS-FEMMES

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets liés aux rapports sociaux de sexe, de genre et aux conditions des femmes dans toutes leurs diversités. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une entente, le Protocole UQAM/Relais-femmes, unissant depuis 1982 l'UQAM à Relais-femmes, organisme de liaison et de transfert des connaissances qui fédère environ 200 organisations de femmes à travers le Québec.

Le Protocole développe, en réponse aux besoins des groupes, des recherches-actions, des formations et des activités de transfert des connaissances orientées vers la résolution de situations d'injustice et d'inégalités fondées sur le sexe, la race, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou autres situations d'oppression.

Ce partenariat est géré par un Comité conjoint où siègent, de façon paritaire, trois représentant.e.s de l'UQAM (direction du SAC et deux membres de l'Institut de recherches et d'études féministes) et trois représentantes de Relais-femmes (une représentante de Relais-femmes et deux groupes membres) auxquelles s'ajoute l'agente de développement responsable du Protocole. En plus d'assurer un suivi aux projets, ce comité constitue un espace de concertation sur les orientations et la coconstruction de projets novateurs entre groupes de femmes et chercheur.e.s féministes de l'UQAM.

Trois rencontres régulières du Comité conjoint du Protocole se sont tenues (20 novembre 2020, 17 février 2021, 29 avril 2021). Huit membres en font partie, représentant le SAC, Relais-femmes et l'Institut de recherches et d'études féministes.

Membres du Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes 2020-2021

Catherine Bourassa-Dansereau Département de communication sociale et publique, Faculté de communication, IREF, UQAM	Eve-Marie Lampron (invitée) Service aux collectivités, UQAM
Lise Gervais et Julie Raby (invitée) Relais-femmes	Manon Monastesse , puis Mylène Bigaouette Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
Jennifer Lys Grenier , puis Erika Massoud et Mathilde Fortuné (invitée) Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)	Marcel Simoneau Service aux collectivités, UQAM
Lyne Kurtzman Service aux collectivités, UQAM	Thérèse St-Gelais Directrice de l'IREF, UQAM

COMITÉ CONSULTATIF DU VOLET ÉTUDIANT

Le volet étudiant du SAC favorise l'engagement communauté-université pour les étudiant.e.s, en s'appuyant sur les besoins des groupes sociaux. Le volet étudiant étant pluri-acteur.trice.s, il nous est apparu essentiel de nous doter d'une instance non décisionnelle de réflexion et de conseil représentative. Il s'agit de nous guider dans ce parcours et nous permettre d'adapter et de développer le projet afin qu'il soit bénéfique pour l'ensemble des parties impliquées.

La création du Comité consultatif du volet étudiant a ainsi été adoptée par le CSAC le 26 avril 2021. Composé de deux représentant.e.s de groupes sociaux, d'un.e professeur.e, d'un.e étudiant.e ayant participé à des projets partenariaux et de l'agent.e du SAC responsable du volet, il alimente une réflexion stratégique autour d'enjeux relatifs à l'apprentissage expérientiel en milieu communautaire, à la reconnaissance académique de l'engagement étudiant et aux collaborations égalitaires milieux-université.

Le comité se réunira deux fois par an pour :

- Examiner différentes problématiques, offrir un avis éclairé et proposer des pistes de solutions ou recommandations;
- Conduire une réflexion stratégique sur les meilleures pratiques et modalités d'opérationnalisation à même de maximiser les retombées positives pour l'ensemble des parties prenantes du projet (milieux, étudiant.e.s, professeur.e.s, UQAM);
- Envisager différentes stratégies de pérennisation du projet.

Membres du Comité consultatif du volet étudiant 2020-2021

Christine Champagne Service aux collectivités, UQAM	Valérie Michaud École des sciences de la gestion, UQAM
Caroline Forget Galipeau Regroupement des Maisons des jeunes du Québec	Marianne Thériège Doctorat en communication, UQAM
Sandrine Iceta Maison Flora Tristan	

BOURSES ÉTUDIANTES

Chaque année, le SAC offre des bourses d'études pour reconnaître l'excellence et l'engagement de personnes étudiantes de l'UQAM dans le cadre de leur projet de maîtrise ou de doctorat. Ces bourses sont offertes par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM.

LAURÉATES DES BOURSES D'ÉTUDES DU SAC 2020-2021



Rachel Faust

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1282), 1 500 \$

Maîtrise en science de la gestion (ressources humaines, avec mémoire)

Les données issues des nouveaux dispositifs technologiques: Perspectives paritaires sur les enjeux liés aux risques psychosociaux et la gestion de la prévention en santé et sécurité au travail



Julie Deslandes Leduc

Bourse du Fonds de recherche du Service aux collectivités (928), 1 000 \$

Maîtrise en travail social (mémoire de recherche)

Les stratégies de reconnaissance chez les hommes en situation d'itinérance pratiquant le travail du sexe en contexte de pandémie



Alexandra Toupin

Bourse du Fonds du Service aux collectivités (376), 1 500 \$

Maîtrise en sexologie (recherche intervention, avec mémoire)

Perceptions des violences gynécologiques chez les personnes qui les vivent : une analyse féministe intersectionnelle

Le comité d'attribution tient à saluer la qualité exceptionnelle des candidatures et souhaite bonne continuation aux récipiendaires dans la réalisation de leurs projets, dont la pertinence pour les collectivités est soulignée.

REGARD SUR DES PROJETS ACCOMPAGNÉS

VOLET ÉTUDIANT

En janvier 2020, l'équipe du SAC démarrait le projet pilote « volet étudiant » visant à développer des modalités d'engagement communauté-université pour les étudiant.e.s, fondées sur les besoins des groupes sociaux. En concordance avec l'approche du SAC, les étudiant.e.s sont sensibilisé.e.s aux valeurs du travail en partenariat et une agente de développement assure le suivi tout au long des projets, agissant à titre d'interface entre les organismes, les professeur.e.s et les étudiant.e.s dans le respect des objectifs et impératifs de chacun.

LES AXES PRIORITAIRES CONCRÉTISÉS EN 2020-2021

Au cours de l'année 2020-2021, les différents axes définis comme prioritaires dans la mise en place du projet pilote ont été concrétisés.

Axe 1 : Exploration des modalités de réalisation de mandats

Suite aux recherches et consultations préalables auprès d'autres universités proposant des services d'engagement communautaire, trois modalités prioritaires ont été identifiées :

- La rémunération directe des étudiant.e.s, sous forme d'offres d'emploi;
- La réalisation de mandats comme travail de session ou projet de synthèse dans le cadre de cours existants;
- La création d'un cours institutionnel crédité pour l'engagement communautaire.

Au cours de l'année 2020-2021, la coordonnatrice de ce volet a également effectué une veille pour identifier d'autres formes de rémunération des mandats, par exemple par le biais de bourses de formation à la recherche MITACS. Trois modalités ont pu être testées lors de l'année 2020-2021 (rémunération directe, réalisation dans des cours, mobilisation d'une bourse) alors que la création d'un cours crédité nécessite un processus de plus longue haleine.

Axe 2 : Réalisation et accompagnement de mandats

En mars 2020, l'agente responsable du volet étudiant a effectué un appel ciblé auprès d'une cinquantaine de groupes ayant déjà collaboré étroitement avec le SAC. Elle a recueilli 23 propositions de mandats répondant aux besoins immédiats de ces groupes. Dans le contexte de la pandémie, plusieurs projets ont dû être reportés ou modifiés alors que d'autres se sont ajoutés face à l'émergence de nouveaux besoins.

Finalement, ce sont cinq mandats rémunérés qui ont pu être réalisés par des étudiant.e.s au cours de l'année 2020-2021. À ceux-ci s'ajoute un mandat supplémentaire financé dans le cadre d'une bourse de recherche MITACS. Deux de ces mandats étaient directement liés à la situation pandémique. L'un visait à documenter l'impact de la COVID-19 sur la vie quotidienne des citoyen.ne.s de Montréal-Nord et l'autre avait pour objectif d'outiller un organisme dans la réalisation d'un webinaire (au lieu d'une formation présentielle initialement prévue).

Aussi, le volet étudiant a permis d'accompagner 11 mandats de recherche provenant d'un organisme de défense des droits des Premières Nations. Ces mandats visaient à documenter légalement certains enjeux prioritaires et ont été réalisés à titre de travaux de session par les étudiant.e.s du cours de baccalauréat en droit *JUR6541- Droit, peuples autochtones et État canadien*. Le partenariat initial a été instauré à l'initiative de la professeure de droit Doris Farget et la coordonnatrice a assuré un suivi et un soutien spécifiques tout au long de la session d'automne 2020. Un mandat en design graphique, visant la réalisation d'une maquette pour une revue portée par un organisme de protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, a également fait l'objet d'un projet de fin d'études pour une étudiante dans le cadre du cours *DES 6211 - Design graphique : production* assuré par Louis-Charles Lasnier.

La coordonnatrice a assuré un accompagnement et un suivi tout au long des projets. Elle a aidé les organismes à préciser leurs besoins, a coordonné les processus d'embauche ou de pairage avec des cours et a accompagné les parties prenantes dans la recherche de financement externe. En fin de mandat, elle a effectué un bilan auprès des participant.e.s et a organisé une rencontre de partage d'expériences entre les étudiant.e.s.

En mars 2021, dans la poursuite de sa phase pilote, le SAC a lancé un deuxième appel à mandats auprès d'une soixantaine de collaborateur.trice.s. La réponse a encore été excellente et a permis de recueillir 15 mandats, auxquels se sont ajoutés 2 mandats repérés par les agentes du SAC et un mandat renouvelé pour une 2^e phase. Ce sont autant de nouveaux défis et belles occasions de collaboration entre étudiant.e.s et milieux qui se profilent à l'horizon.

Ces **18 mandats** réalisés dans le cadre du volet étudiant en 2020-2021 ont impliqué **43 étudiant.e.s**, **8 groupes partenaires** et **4 professeur.e.s ou chargé.e.s de cours**.

Axe 3 : Démarches de concertation avec l'UQAM

Des discussions avec des collègues de différentes unités de l'UQAM ont été amorcées durant l'été 2020 pour explorer des modèles d'arrimage et de reconnaissance institutionnelle afin d'assurer le déploiement du volet étudiant en concertation avec les orientations de l'UQAM et son ancrage. À ce jour, quatre rencontres ont eu lieu pour explorer les options d'engagement communautaire étudiant dans le respect des impératifs pédagogiques, didactiques et logistiques des acteur.trice.s en présence. Les modalités de réalisation du projet et d'arrimage avec le SAC, ainsi que les démarches pour une reconnaissance académique seront à déterminer en 2021-2022. S'inscrivant dans la continuité des orientations stratégiques 2020-2021 de l'UQAM qui demandent de « placer la perspective étudiante au cœur de ses priorités, (...) favoriser des pratiques pédagogiques novatrices (...) et soutenir l'engagement citoyen » (orientation no 2), le projet bénéficie actuellement d'un contexte favorable.

Axe 4 : Financement du volet

À l'automne 2019, la Fondation Lucie et André Chagnon accordait au SAC pour l'année 2020 une subvention de 100 000 \$ en vue d'accroître les modalités d'engagement communauté-université pour les étudiant.e.s dans une approche fondée sur les besoins des groupes sociaux. En 2021, en contexte de pandémie, une prolongation a été accordée jusqu'au 31 octobre 2021 pour poursuivre l'expérimentation et préparer une demande triennale qui sera déposée à l'été 2021. À ces fonds se sont ajoutés 7751\$ en financements externes (groupes partenaires, MITACS) et 9 000 \$ du Vice-rectorat à la Recherche, à la création et à la diffusion de l'UQAM. Ces appuis sont essentiels au développement du volet, à l'identification de modèles de pérennisation à plus long terme ainsi qu'au travail de fond que nécessite son ancrage institutionnel.

Axe 5 : Consultation et évaluation

Documenter les apprentissages liés aux projets fait partie intégrante de la démarche du SAC. En décembre 2020, une consultation a été réalisée auprès des étudiant.e.s, des organismes communautaires et de la professeure ayant participé aux différentes formules de mandats. L'objectif était d'évaluer le projet pilote, d'en documenter les retombées, d'identifier les forces et les défis de la démarche et de dégager des pistes d'amélioration des pratiques pour répondre au mieux aux besoins des organismes et des étudiant.e.s.

La première phase du projet a été évaluée positivement par l'ensemble des parties prenantes. Pour les **milieux**, nous pouvons souligner l'allègement de la charge de travail en contexte de stress organisationnel (COVID-19 et sous-financement) par le partage des tâches d'encadrement et de suivi entre l'agente du SAC et la personne responsable de l'organisme, ainsi que l'accès à des ressources humaines de qualité en temps opportun.

« Il y a eu un grand support offert au niveau de l'accompagnement de la part du SAC, tant pour le démarrage du mandat, sa réalisation que son évaluation. La personne responsable a fait preuve de disponibilité, d'ouverture et de flexibilité. » (participant.e des milieux, 2020)

« Le travail de l'étudiante a permis de prendre en charge notre besoin spécifique et de le prioriser, à l'abri des imprévus et contingences de notre organisme. » (participant.e des milieux, 2020)

Pour les **étudiant.e.s**, les mandats réalisés leur ont permis, entre autres apports, de développer leur autonomie, d'élargir leur réseau et de découvrir le milieu communautaire tout en se situant dans un environnement d'apprentissage facilitant.

« Ça m'ouvre les horizons par rapport à ce qu'il est possible de faire avec mes compétences. » (participant.e étudiant.e, 2020)

« Le milieu communautaire ça m'intéresse vraiment beaucoup, et le mandat me l'a confirmé. » (participant.e étudiant.e, 2020)

Au niveau de l'**enseignement universitaire**, on souligne l'avantage de l'apprentissage expérientiel engagé afin d'augmenter l'intérêt et la participation des étudiant.e.s et d'enrichir la théorie en offrant une expérience concrète et socialement utile.

« Le partenariat amène un autre regard que je n'aurais pas pu apporter aux étudiant.e.s » (participant.e professeur.e, 2020)

Pour notre part, l'expérimentation confirme l'importance d'un accompagnement dans ce processus d'arrimage entre besoins des groupes et engagement étudiant. En effet, certains projets ont nécessité plusieurs allers-retours pour préciser les besoins, les rôles et les attentes de chacun.e. De plus, le développement d'outils supplémentaires pour soutenir les étudiant.e.s dans leur engagement communautaire et les organismes dans leur travail de supervision et de gestion de projet s'est avéré déterminant.

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Pour l'année à venir, le SAC recevra une réponse de la Fondation Lucie et André Chagnon pour la prolongation de leur financement au développement du volet étudiant. D'autre part, le SAC poursuivra sa collaboration avec le Vice-rectorat à la vie académique, pour développer des modèles financiers et didactiques en vue d'une intégration institutionnelle du volet et pour élaborer des mécanismes de reconnaissance académique formelle et durable de l'engagement étudiant au sein de l'institution.

En 2021-2022, il sera également important de développer la visibilité et de faire rayonner le volet étudiant au sein de l'UQAM, par exemple par la création d'un onglet sur le site web, de capsules vidéo avec témoignages, ou par l'organisation d'un événement de réseautage. Ces démarches permettront également de mettre en lumière l'engagement des parties prenantes (tant des groupes que des étudiant.e.s et professeur.e.s de l'UQAM) impliquées dans la réalisation des mandats et la réussite du volet.

Pour l'année qui s'amorce, nous souhaitons développer des outils d'accompagnement des étudiant.e.s, afin d'enrichir leur formation expérientielle et de faciliter l'inscription de leur action dans la culture des organismes communautaires. Voici les pistes qui ont émergé de l'expérience de 2020-2021 et des discussions avec les étudiant.e.s : 1) favoriser l'échange d'expériences entre les étudiant.e.s qui ont participé ou participent à des mandats étudiants (rencontres, groupe d'échange, mentorat); 2) développer une compréhension de la culture organisationnelle du milieu communautaire (formation, guide, capsules); 3) outiller les étudiant.e.s pour faciliter leur gestion du temps et des tâches. Nous souhaitons également outiller les groupes pour faciliter la collaboration avec les étudiant.e.s, notamment en ce qui a trait à leur travail de supervision et de gestion de projet (attentes, cibles, horizon temporel). Tout cela, en poursuivant bien entendu l'exploration des modalités de réalisation des mandats grâce aux propositions reçues dans le cadre de l'appel de mars 2021.

DOMAINE COMMUNAUTAIRE

Ce bilan présente une synthèse des projets amorcés, finalisés ou en cours entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 avril 2021. Cette année, les agentes du domaine communautaire ont accompagné **40** projets et activités, dont 10 se sont terminés. Il s'agit de 22 projets de recherche, 13 projets de formations, 4 expertises et 1 projet de diffusion.

Au total ce sont **53 professeur.e.s** ou chargées de cours, **53 étudiant.e.s** et **63 groupes partenaires** qui ont œuvré à la réalisation de ces projets et activités. Le financement global des projets du domaine était de **205 236 \$**¹ (89 745 \$ de sources internes et 115 491\$ externes). De plus, **450 heures** de dégrèvement (90 heures pour des activités de recherche et 360 pour celles liées à des formations) ont été octroyées pour des professeurs.es dans le cadre de ces projets.

Il s'agit d'une année exceptionnelle à cet égard, qui s'explique d'une part par le nombre de projets d'envergure accompagnés (notamment quatre projets du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur [FSC]) ainsi que par l'ampleur du travail requis par les professeur.e.s, liée à la nature même de notre approche qui nécessite du temps pour se réclamer d'une réelle coconstruction, et au final d'appropriations pérennes.

DES FAITS SAILLANTS

Projets touchant tout le mouvement communautaire

Encore cette année, plusieurs projets de recherche et de formation, portés notamment par des regroupements ou réseaux, abordaient des enjeux partagés par l'ensemble du milieu communautaire. Ces projets contribuent de façon complémentaire aux réflexions importantes touchant des assises du milieu communautaire que sont l'autonomie, la collectivisation des expériences, la réflexivité et la transformation sociale. En voici un aperçu :

Les pratiques d'action communautaire et l'autonomie des usager.e.s. Orientations, appropriation réflexive et pérennisation. Cet important projet de formation, porté par le professeur Michel Parazelli, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), financé par le FSC, complétait sa deuxième année d'activités avec l'objectif de collectiviser les réflexions réalisées lors des 24 ateliers de la première année (ateliers qui rejoignaient 24 groupes de 5 régions du Québec et couvrant 4 secteurs d'intervention du milieu communautaire). Ainsi, malgré les contraintes inhérentes à la crise sanitaire, 5 rencontres (virtuelles) se sont tenues : avec des participant.e.s et intervenant.e.s de groupes œuvrant dans un même secteur, puis, une rencontre intersectorielle rassemblant toutes ces personnes et des représentant.e.s des regroupements des secteurs concernés. L'intérêt et la richesse des échanges ont été tels que des concepts de départ des pratiques d'orientations ont été enrichis, puis la collectivisation a mis en lumière la nécessité de développer un modèle d'accompagnement qui puisse aussi se faire avec tous les acteur.trice.s (usager.e.s, intervenant.e.s, et administrateur.trice.s) d'un seul et même organisme. Ainsi, tant dans un souci de répondre au mieux à ces besoins exprimés par les premiers.eres concernés.es que d'assurer une réelle appropriation et pérennisation de la démarche, le ministère a accepté la prolongation du projet d'une année, permettant ainsi le co-développement d'outils supplémentaires.

Mise à jour du portrait des pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires. Cette recherche d'envergure (voir [l'article d'Actualités UQAM](#)) réalisée par les professeures Sonia Tello-Rozas et Maude Léonard, le RQ-ACA, Relais-femmes et le Centre de formation populaire poursuivait ses activités cette année. Rappelons que ce projet financé par le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire du ministère du Travail de l'Emploi et de la Solidarité sociale, vise à alimenter le nouveau plan d'action

¹ Notez que les deuxièmes versements des projets d'envergure bien que reçus cette année avaient été comptabilisés dans le bilan précédent

gouvernemental en matière d'action communautaire, dont le dépôt a d'ailleurs été reporté en 2022. Les résultats de la recherche sauront sans contredit mettre en lumière un portrait actuel des pratiques d'évaluation des groupes, les conditions favorables à leur renforcement, ainsi que le nouvel écosystème lié à l'évaluation, notamment la configuration des rôles, des perceptions et des rapports de ses différents acteurs.

Mise en lumière et réappropriation des potentialités de transformation sociale de l'éducation populaire autonome: un projet de transfert de connaissances à la confluence des perspectives historique, critique et contemporaine.

Alors que de façon générale, le milieu communautaire voit les actrices et acteurs des premières heures quitter vers la retraite, des préoccupations quant à la protection de la mémoire et des savoirs se font sentir. Développé cette année, un nouveau projet de formation financé par le FSC permettra dès l'an prochain, au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), en collaboration avec la professeure Audrey Dahl, de croiser à la fois une perspective historique du mouvement d'éducation populaire autonome, une approche critique de l'oppression et une vision projective portée par une nouvelle relève, afin d'animer au sein des groupes d'action communautaire de 11 régions du Québec, des réflexions collectives. Par ce projet, le mouvement souhaite parvenir à se réapproprier les assises de l'éducation populaire autonome, à rendre compte de la diversité des pratiques et à les actualiser à l'aune des défis d'aujourd'hui.

Ancrage territorial et mobilisation citoyenne

Initié par la Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent, une première démarche de codesign sur le Jardin d'art de la Grande Bibliothèque a été réalisée en 2019, impliquant plusieurs participant.e.s de BAnQ, de l'arrondissement Ville-Marie et d'organismes. En mai 2020, l'équipe de 3 chercheur.e.s (François Racine, Priscilla Ananian et Sinisha Brdar) a été invitée à présenter les [résultats](#) de ce processus participatif au Bureau de la présidence de BAnQ.

Une nouvelle démarche de codesign s'est enchaînée pour l'aménagement de l'avenue Joly Sud, regroupant les mêmes acteur.trice.s ainsi que la Société de développement commerciale (SDC) du Quartier latin et des citoyennes. Ainsi, trois ateliers menés par le professeur François Racine ont été réalisés en formule virtuelle en juin 2020 auprès de 15 participant.e.s. Ce projet de recherche-création a permis de développer une vision commune, afin de se doter de principes généraux pour guider l'aménagement futur. Les [résultats de cet exercice](#) ont été partagés parmi les acteur.trice.s du quartier et devraient faire l'objet de discussions avec l'arrondissement.

Du côté du Bâtiment 7 dans Pointe-St-Charles, la recherche *La philanthropie à la rencontre d'un commun. Enquête sur la démarche collaborative entre fondations subventionnaires visant à soutenir le développement du Bâtiment 7* a complété son premier volet auprès des fondations. Elle a été diffusée en [étude de cas](#) dans la revue L'Année Philanthropique du PhiLab et fera l'objet d'un chapitre de livre à paraître ultérieurement. Les partenaires de ce projet se sont dotés également d'une « démarche collective d'apprentissage », soit des rencontres rassemblant plusieurs groupes du B7 et des fondations sur une thématique à approfondir. Cette année, l'impact de la COVID-19 au B7 et la mixité dans les organisations ont été au cœur des discussions.

Une première collaboration avec le Centre lasallien de Saint-Michel et la professeure Gina Lafortune a permis le [déploiement du Camp des PROS](#) (P pour plaisir, R pour réussite, O pour opportunités et S pour Services), un camp éducatif qui a réuni pendant l'été 2020 39 jeunes allophones nouvellement arrivés au Québec, issus de classe d'accueil du primaire et du secondaire. Cet accompagnement se poursuivra pour une 2^e édition à l'été 2021 avec toute une équipe de recherche afin d'évaluer les effets du camp sur les jeunes.

Transition sociale et écologique

Un nouveau projet de formation sur la transition sociale et écologique par les milieux de vie a démarré cette année, avec l'appui du FSC, permettant de poursuivre le partenariat entre le professeur René Audet et l'organisme Solon. De nombreuses activités de transfert de connaissances et diffusion ont été réalisées : ateliers réflexifs, Foire des possibles, [conférences](#), article dans la revue À Bâbord, etc.

Les résultats du [projet de recherche FORJE](#) (FORMATION collaborative pour la Justice Énergétique) avec Laurence Brière et plusieurs groupes ont été mobilisés dans le cadre du projet Québec ZÉN du Front commun pour une transition énergétique, par la tenue de [4 Midis de la transition](#), des séminaires et capsules vidéos thématiques, etc. Le rapport sera publié à l'été 2021.

Ces deux projets ont été présentés lors du 6^e Colloque international du CRISES, portant sur les innovations sociales contre les injustices sociales, environnementales et épistémiques, et leurs présentations sont disponibles [en ligne](#).

Les projets en culture et les enjeux d'inclusion

Il nous semble intéressant de relever que tous les projets en cours ou en développement liés à la culture sont traversés par des enjeux d'inclusion. Que ce soit dans une perspective de lutte contre les discriminations systémiques (recherche *La mise en œuvre des mesures d'équité pour les artistes et travailleur.euse.s culturel.le.s issu.e.s de la diversité culturelle et des peuples autochtones : pratiques exemplaires et défis*) ou celle du droit culturel et d'émancipation (projet de formation *Co-développement pédagogique d'artistes médiatrice.teur.s impliqués dans une production de spectacle opératique avec des participant.e.s vivant avec une déficience intellectuelle*). C'est le cas également, bien que d'un tout autre angle, pour un projet de recherche en développement élaboré par le Théâtre des Petites Lanternes et le professeur Ney Wendell, qui porte sur une pratique innovante d'occupation artistique et citoyenne de l'espace urbain à Sherbrooke.

Rapport des organismes nationaux de loisir à l'état

La recherche avec le Conseil québécois du loisir (CQL) et la professeure Annie Camus a mené à plusieurs activités de transfert de connaissances cette année : une capsule sur plus de *40 ans de relations entre les organismes nationaux de loisir (ONL) et l'État québécois* a été dévoilée à l'AGA du CQL en juin 2020. Puis, une présentation a été effectuée auprès du conseil d'administration sur le rôle et la place de regroupements nationaux comme le CQL. Enfin, l'événement *Rôle d'un regroupement : de la réalité du CQL à la réalité des ONL* a permis aux membres du CQL de discuter des tensions et paradoxes qui sont ressortis de la recherche. Une ligne du temps sur cet historique de rapports est en préparation pour l'automne 2021. Toujours avec le CQL, un [accompagnement de la mise en œuvre de la formation DAFA à distance](#) par Stéphane Daniau a permis d'enrichir cette formation et son guide pédagogique.

L'impact de la crise sanitaire

À l'instar de l'ensemble du Québec et du monde, toutes les activités du domaine communautaire ont été teintées par l'impact de la COVID. Tant pour permettre de revoir la modalité des activités que de respecter la réalité des groupes qui ont été fortement touchés, les calendriers de travail ont été revus, plusieurs projets ont été ralentis, certains ont été mis sur pause et le développement de nouveaux projets a été plus modeste. Grâce à leur incroyable capacité d'adaptation et leur engagement, les membres de groupes, les professeur.e.s et les étudiant.e.s impliqué.e.s au sein des comités d'encadrement ont su faire preuve de créativité et de résilience pour trouver de nouvelles avenues, permettant la poursuite des activités et l'atteinte des objectifs, ou lorsque ce n'était pas possible, de maintenir le lien partenarial et la réflexion pour la reprise. Ces ajustements nombreux ont d'ailleurs nécessité davantage de rencontres et d'accompagnement de la part des agentes.

Toutefois, les projets dont la dynamique en personne est fondamentale à la réussite de la démarche n'ont pu s'orchestrer. Ce fut le cas pour la 3^e édition de l'École d'été sur la gouvernance autochtone au féminin et la formation en perfectionnement vidéo liant le Wapikoni et l'UQAM, qui ont tous deux dû être reportés jusqu'à nouvel ordre.

Le contexte de pandémie a causé beaucoup de difficultés aux groupes, notamment dans leurs activités de mobilisation. Si les projets de recherche ou de formation visant à soutenir la militance citoyenne se sont poursuivis, les mesures sanitaires restrictives et les impératifs liés à la COVID ont toutefois nui à leur *momentum*. En effet, peu de mobilisations citoyennes auront pu avoir lieu cette année, rendant ainsi les outils et réflexions sur ces questions moins saillantes. Malgré ce contexte inédit, les équipes partenariales ont poursuivi le travail et entrepris un virage

numérique. Ainsi, dans le cadre du projet *Entraves à la liberté d'expression : les règlements municipaux sous la loupe*, une collaboration exceptionnelle s'est créée avec le Carrefour technopédagogique de l'UQAM pour le développement d'une plateforme, mettant ainsi à la disposition des groupes citoyens du Québec plusieurs outils. Dès l'automne 2021, cette plateforme sera lancée largement et des formations seront offertes à des groupes du Québec afin de mieux les informer sur les entraves réglementaires au droit de manifester, leurs limites et les différentes façons d'y réagir.

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Poursuite des réflexions sur les collaborations avec les milieux autochtones

La collaboration avec des organisations autochtones demeure un axe prioritaire au domaine communautaire du SAC. La pertinence de ces collaborations et les liens de confiance développés depuis plus de 15 ans se trouvent d'autant plus renforcés alors que l'UQAM intensifie ses efforts pour s'engager dans un processus de réconciliation aussi porteur que pérenne. En siégeant notamment sur le Comité d'action des Premiers Peuples de l'UQAM, nous partageons l'état de nos réflexions et apprentissages en la matière, que ce soit en ce qui a trait aux principes que nous avons développés pour baliser nos collaborations (respect de l'autodétermination des Premiers Peuples dans le développement de leurs agendas de recherche ou de formation, passant notamment par un refus systématique de démarchage, réciprocité à toutes les étapes des projets et instauration de protocoles d'entente permettant de protéger les droits de propriété intellectuelle de toutes les parties prenantes) ou les actions que nous aimerions mettre en place à moyen terme. Parmi ces actions, à l'annonce d'une possible révision de la Politique 41 au sein de notre institution, soulignons notre désir de réfléchir à l'inclusion de « Toutes organisations invitées ou issues des Premières Nations, porteuses de besoins touchant le mieux-être, le développement social, culturel, environnemental ou communautaire de leurs collectivités » comme groupe admissible. En effet, la Politique 41 des services aux collectivités prévoit actuellement des catégories de groupes admissibles qui peuvent avoir pour effet de causer préjudice aux modes d'organisation prévalant au sein des communautés autochtones.

L'après Covid

Il est indéniable que les groupes communautaires, leurs intervenant.e.s et leurs participant.e.s ont été lourdement affecté.e.s par la crise. Tant la recherche menée par l'Observatoire de l'ACA, portant sur ces impacts, que les échanges tenus lors du Forum *Voir Grand* de l'action communautaire autonome ou ceux ayant cours dans nos comités d'encadrement l'ont confirmé. Il est donc à prévoir que nos partenaires auront, encore plus qu'à l'habitude de pain sur la planche au sortir de cette période particulière. Nous serons soucieuses de mettre en œuvre tout ce qui est de notre ressort pour les appuyer, tout en veillant à ne pas les sur-solliciter.

DOMAINE FEMMES ET RAPPORTS DE SEXE

Le 30 avril 2021 s'est achevée une année fertile qui vous est présentée dans les pages qui suivent.

QUELQUES CHIFFRES

Quelque 31 projets et activités d'ampleur différente (2 impliquent d'autres domaines du SAC) figurent au bilan, dont 1 était à une étape de développement au 30 avril 2021. On compte 23 projets de recherche (1 en développement), 3 projets de formation, 3 activités de diffusion/transfert des connaissances et 2 consultations/expertises. Au total, 55 professeur.e.s et chargé.e.s de cours, 61 représentantes de groupes, 45 étudiant.e.s (plusieurs en études féministes) et 38 groupes différents ont été impliqués dans les activités. De l'UQAM, on compte 50 professeur.e.s ou chargé.e.s de cours, 5 professionnel.le.s (excluant les agentes) et 39 étudiant.e.s. Quelques professeures sont impliquées dans plus d'un projet et la plupart sont membres de l'IREF.

En 2020-2021, le financement global des projets s'est élevé à 316 198\$² (66 930\$ à l'interne et 249 268\$ à l'externe). Le secteur recherche compte des subventions à hauteur de 308 198\$ (dont 38 000\$ du PAFARC-Volet 2, recherche et transfert, auquel s'ajoutent 900\$ de dégrèvement), celui de la diffusion/transfert s'élève à 8 000\$ et le secteur formation s'est vu octroyer 600\$ de dégrèvement.

DES FAITS SAILLANTS

Recherche partenariale en contexte féministe : développement, rayonnement et reconnaissance

Le sujet de la recherche partenariale et collaborative est manifeste dans les préoccupations et sollicitations du domaine Femmes. On note une hausse marquée des présentations des agentes dans des groupes-cours abordant des enjeux liés aux études féministes (5 cette année). Les agentes contribuent ainsi à la formation d'une relève étudiante, voire professorale, engagée auprès des milieux de pratique féministes. Via leur participation à l'équipe *GESTE (Genre, Équité, Santé, Travail, Environnement)*, les agentes contribuent également à la production d'outils destinés à intégrer le sexe/genre dans des recherches-interventions en matière de santé environnementale et santé au travail.

Le Chantier *Transfert des connaissances et recherche partenariale* du RéQEF, coordonné par le SAC (Lyne Kurtzman) et Relais-femmes (Julie Raby) s'est donné une programmation sur trois ans sur des thématiques comme le travail de liaison en recherche partenariale, les changements de politiques en matière d'éthique de la recherche féministe qualitative avec des êtres humains et la coconstruction. L'année 2021 marque la fin administrative du projet *De nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité des sexes*, alors que les demandes des groupes cheminent à l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke afin de mettre en place des modalités partenariales inspirées du modèle du SAC. Notons parmi les faits saillants de ce projet la création d'une entente entre le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale et l'Institut EDI2 de l'Université Laval. L'entente a mené à la mise sur pied d'un comité paritaire et d'un fonds collaboratif qui a soutenu plusieurs projets en partenariat dès sa première année. Un tour d'horizon de cette ambitieuse entreprise est tracé par [Actualités-UQAM](#).

On constate que la promotion de la recherche partenariale en mode féministe a le vent en poupe. En témoigne le [Premier prix d'excellence des professionnel.le.s de recherche](#) du FRQSC reçu par Lyne Kurtzman en juin 2020. C'est une première pour une professionnelle du SAC, et une formidable reconnaissance pour sa dynamique carrière vouée au soutien, au développement et à la diffusion de la recherche féministe et à l'échange des savoirs entre universitaires et groupes de femmes.

² Ce montant n'inclut pas la valeur des dégrèvements obtenus et les contributions reliées au budget de la direction du SAC.

Visibilité médiatique exceptionnelle

Les efforts systématiques des groupes, chercheur.e.s et agentes pour faire connaître les résultats des recherches et rayonner les réalisations ont porté fruit. Plus d'une centaine d'articles médiatiques et reportages écrits ou parlés rendent compte de la qualité scientifique des projets, de leur pertinence sociale et des avancées qu'ils favorisent.

Grande portée sociale et politique

L'année 2020-2021 est aussi marquée de très nombreuses retombées dans la sphère sociopolitique, en particulier dans le champ des violences faites aux femmes. L'accablant bilan de l'année en termes de féminicides (entre janvier et mai 2021, 11 femmes ont été assassinées par des partenaires intimes) ainsi que la forte mobilisation des groupes sur le terrain ont forcé l'éveil social sur ces questions et la responsabilisation des acteur.trice.s politiques.

Trois recherches du Protocole ont été citées, et plusieurs de leurs recommandations prises en compte, dans le rapport du [Comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale](#). La revue de littérature produite dans le cadre du projet *Justice pour les femmes victimes de violence, phase 2 : les obstacles spécifiques aux femmes davantage discriminées* a entre autres servi aux groupes pour obtenir une augmentation du financement des ressources d'hébergement et leur adaptation aux multiples besoins des femmes, un rehaussement revendiqué depuis très longtemps enfin obtenu de Québec en avril 2021.

Des retombées sont anticipées à l'échelle municipale suite à la recherche [Les impacts du harcèlement de rue sur les femmes à Montréal](#) lancée devant 150 acteur.trice.s de divers milieux (politique municipale et fédérale, groupes de femmes, recherche, etc.). La recherche et ses recommandations ont été transmises à l'Assemblée nationale à la demande d'une députée et le rapport chemine à la Ville de Montréal, où différents développements sont en cours (dont un financement majeur) en vue d'approfondir l'analyse du phénomène. À un niveau régional, une recherche et une formation-accompagnement permettent à la Table de concertation de Laval en condition féminine, avec le soutien de la professeure Sophie Gilbert, de créer la première ressource exclusivement destinée aux femmes en difficulté de la région.

À l'échelle provinciale, la recherche [L'engagement de ne pas troubler l'ordre public utilisé en matière de violence conjugale \(article 81o\) : que nous en disent les victimes?](#) alimente les travaux d'un Comité de travail mis sur pied par la ministre Geneviève Guilbault (Sécurité publique). Un aide-mémoire des constats de la recherche a été transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) à la demande de la ministre. Une autre de nos équipes vise quant à elle le projet de loi 59 sur la Santé et Sécurité au travail par sa revendication d'intégrer une disposition sur l'obligation de l'employeur en matière de violence conjugale, revendication unanimement saluée par les partis en Commission parlementaire. Qu'il soit adopté ou non, le projet de loi et la disposition ont bénéficié d'une couverture et d'un écho suffisants dans les milieux politiques et syndicaux pour qu'un enchâssement législatif de la revendication soit envisageable par une voie ou une autre. Enfin, conformément à une recommandation du projet ESSIMU, des pourparlers sont en cours afin de lever la règle de la confidentialité de la sanction administrée aux auteurs de violence.

En termes d'impact, il importe de mentionner, au sujet des recherches touchant le statut précaire des documentaristes et le racisme – à l'égard des autochtones notamment – le dépôt de mémoires dans le cadre de consultations et travaux parlementaires, présentés respectivement par [l'ARRO](#) (sur le statut de l'artiste) et [l'ICEA](#) (Groupe d'action contre le racisme).

DES THÉMATIQUES RÉCURRENTES

Les violences faites aux femmes dans différents contextes

Comme on l'a vu, l'enjeu large des violences subies occupe une place majeure dans les activités du Protocole. Différents projets interdisciplinaires (droit, sociologie, travail social, sexologie, psychoéducation, criminologie, communication) l'abordent, qu'il s'agisse de la violence conjugale, sexuelle, de l'exploitation sexuelle, que ces violences se déploient dans les espaces publics (harcèlement de rue) ou privés. Certains ont connu une conclusion durant l'année (*Article 810*) tandis que d'autres entament de nouvelles étapes. Par exemple, l'équipe de la formation *Vers l'autonomisation socioprofessionnelle des femmes victimes de violence conjugale (Chevalière en mission)* lance une seconde phase afin de documenter les effets des interventions en développement de carrière sur les femmes. Différentes activités de formation et de diffusion/transfert sont à venir afin de soutenir le déploiement et la pérennisation du programme.

Du côté de la Chaire de Manon Bergeron sur les violences sexistes et sexuelles dans les milieux d'enseignement supérieur, retenons le dévoilement des résultats du Projet intercollégial d'étude sur le consentement, l'égalité et la sexualité (PIECES) lors d'un symposium en octobre 2021 en présence des ministres Danielle McCann (Enseignement supérieur) et Isabelle Charest (Éducation et Condition féminine). Première du genre en milieu collégial, l'étude brosse un portrait global des violences sexuelles dans 5 établissements (6000 répondant.e.s). Finalement, soulignons que la collaboration et les croisements entre le Protocole UQAM/Relais-femmes et le Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, renforcés en 2019-2020, se poursuivent. Outre le partage de résultats, réseaux et expertises mutuelles, outre l'organisation d'un webinaire conjoint, une nouvelle recherche demandée par des syndicats et touchant les violences faites aux femmes a été démarrée au Protocole syndical.

Santé des femmes

Deux projets se développent autour de cet axe. Outre l'obtention par Audrey Gonin d'un financement CRSH permettant d'approfondir, de concert avec le Centre de santé des femmes, la recherche *Femmes immigrantes et santé reproductive : trajectoires et expériences vécues*, notons le démarrage effectif d'une nouvelle recherche sur la *Santé sexuelle et reproductive des femmes noires : leurs expériences dans le système de santé québécois*. Ce projet permettra de combler les lacunes de la littérature scientifique québécoise sur le sujet, via une collaboration soutenue et le croisement des savoirs d'une professeure spécialiste, de Relais-femmes et d'une militante et accompagnante à la naissance.

Travail, sécurité et conditions socio-économiques des femmes

Divers projets contribuent au renforcement des conditions socio-économiques des femmes. Le projet *Stratégies d'articulation formation-famille-emploi* sonde des adultes en formation (en particulier des femmes) sur la façon dont elles conjuguent, en période pandémique notamment, leurs études avec leur situation familiale et professionnelle. Par ailleurs, 20 femmes ont pu bénéficier du programme *Chevalière en mission*, présenté plus haut; ce qui permet de souligner, dans la foulée, l'imbrication complexe des enjeux liés à l'économie, au travail et aux violences subies par les femmes. Le projet *Groupes communautaires et femmes en situation de pauvreté à Montréal*, dont les résultats ont été rendus publics en novembre 2020, vise quant à lui une meilleure réponse des organismes face aux besoins des femmes dont les conditions de pauvreté sont imbriquées à d'autres facteurs d'oppression, telles la monoparentalité, la racialisation ou une situation de handicap. L'équipe a produit divers outils destinés aux groupes (rapports, affiches, fiches-synthèse, plateforme web interactive). Une autre équipe (composée de Diane Poitras et Marc Ménard de l'École des médias et de l'ARRQ) a lancé, devant 150 personnes rivées sur Zoom pendant plus de 2 heures, son [rapport](#) qui fait état de la précarité qui menace le métier de documentariste au Québec. L'étude rapporte finement les conditions de pratique de la réalisation dans la province et montre comment elles affectent plus fortement les femmes. Plusieurs recommandations visent à provoquer les changements nécessaires. Un [montage vidéo](#) du lancement produit par l'ARRQ sert d'outil de diffusion de la recherche.

L'imbrication des oppressions : une préoccupation transversale

Plusieurs activités de l'année contribuent à documenter l'hétérogénéité des situations des femmes et de leurs expériences, à l'intersection du sexisme et d'autres systèmes : racisme, colonialisme, classisme, homophobie, transphobie, capacitisme, âgisme. Cette préoccupation se déploie de différentes manières. Tout d'abord, via le développement de projets par, pour et sur les femmes à la croisée des oppressions (voir l'axe Santé des femmes, notamment). Ensuite, par le biais de projets portant spécifiquement sur les théories et pratiques intersectionnelles. Outre la mise en ligne d'un site web réunissant les outils produits par l'équipe [L'intervention féministe à l'ère de l'intersectionnalité](#), les projets *Les pratiques et interventions intersectionnelles : carte et territoires*, *L'intervention féministe intersectionnelle au Centre des femmes de Laval (CFL): quelles pratiques de groupe et d'action collective pour favoriser la solidarité et contrer la détention des femmes ?* et *La transformation des approches féministes face à la nécessité intersectionnelle* se poursuivent à l'aide de subventions internes (PAFARC) et externes (FRQSC, CRSH). Finalement, notons que plusieurs recherches intègrent des méthodologies aptes à rendre compte du croisement des oppressions. Un atelier favorisant le partage de ces différentes méthodologies et perspectives dans le cadre de recherches-actions partenariales est envisagé avec Relais-femmes au cours de l'année 2021-2022.

Représentations des femmes sur les scènes politique et culturelle

La question des représentations des femmes est toujours d'intérêt, notamment par le biais des médias. En regard de la scène politique, la recherche [Les représentations des candidates aux élections municipales : quels enjeux, quelles incidences pour les candidates?](#), dont les résultats ont été lancés en septembre 2020, se poursuit via diverses activités structurantes de diffusion, concertation et mobilisation à l'aube des élections de novembre 2021. Quant à lui, le milieu du cinéma est interpellé par différents projets, qu'il s'agisse du cinéma de fiction (*Vers des représentations équilibrées devant et derrière la caméra : le cinéma québécois 2013-2020*) ou du film documentaire. Soulignons que la recherche auprès des documentaristes constate une mentalité sexiste qui perdure dans l'exercice du métier, aggravant les difficultés pour les femmes, notamment au niveau de la conciliation travail-famille.

LA FORCE D'UN ÉCOSYSTÈME : RELAIS-FEMMES, IREF, RÉQEF

La grande majorité des professeur.e.s impliquées dans les activités du Protocole est membre de l'IREF. Bon nombre d'entre elles font aussi partie du RÉQEF, ce qui crée une situation favorable en termes de collaborations et de financement. Durant l'année, la collaboration a été très étroite avec Relais-femmes au sein *De nouvelles alliances*, au sein du *Chantier Recherche partenariale du RÉQEF* et via la participation de travailleuses de Relais-femmes à des recherches impliquant le SAC (*Santé sexuelle et reproductive des femmes noires*, *Les pratiques et interventions intersectionnelles : carte et territoires*). Le SAC et l'IREF ont coorganisé l'activité de diffusion [Regards croisés sur les représentations médiatiques des femmes et des minorités sexuelles et de genre](#) (27 janvier 2021). Un lancement conjoint SAC/IREF/RÉQEF de la recherche [Les besoins des femmes en difficulté à Laval](#) s'est aussi déroulé en décembre 2020. S'y ajoute le lancement conjoint SAC/RÉQEF des outils produits par l'équipe [Groupes communautaires et femmes en situation de pauvreté](#) en novembre 2020. Mentionnons la collaboration exceptionnelle de l'équipe du RÉQEF à la structuration de la page Facebook du SAC, lancée à l'automne. Enfin, après un colloque anniversaire, un [article](#) de Lyne Kurtzman publié dans un Cahier spécial de l'IREF et intitulé « La rencontre des idées et des pratiques », relate la place du Protocole UQAM/Relais-femmes dans le développement des études féministes à l'UQAM et au Québec.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

2021-2022 sera une année de transition, dans la foulée des départs à la retraite de Lyne Kurtzman (décembre 2021) et de Lise Gervais (avril 2021). La consolidation de l'alliance tripartite SAC/IREF/Relais-femmes s'orchestrera tant dans un contexte de stabilisation de la relève (Julie Raby pour Relais-femmes et Eve-Marie Lampron pour le SAC) que de renouvellement. Thérèse St-Gelais a pris la relève de Rachel Chagnon en tant que directrice de l'IREF et représentante des professeures au Comité conjoint. Ont aussi été accueillies de nouvelles représentantes (Mylène Bigaouette et Erika Massoud), qui poursuivent respectivement l'engagement de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF) et de la Table de concertation au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).

En termes de perspectives, se profilent des activités visant plus directement certaines populations, les femmes incarcérées, par exemple. À l'aube des élections municipales de l'automne, une activité de mobilisation des connaissances sur la problématique *Genre, communication et politique* est prévue. De nouveaux financements sont attendus pour poursuivre des travaux sur le harcèlement de rue à Montréal et sur la santé des femmes immigrantes. Les réflexions entourant la restructuration des activités du Pôle sur l'intersectionnalité se poursuivent. Finalement, des collaborations renforcées entre l'ensemble des domaines du SAC laissent présager des impacts transversaux.

DOMAINE SYNDICAL

En 2020-2021, dans le cadre du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, 21 projets ont été accompagnés, incluant 15 projets de recherche, un projet de formation, quatre projets de diffusion/transfert des connaissances et une activité de consultation/expertise. Parmi l'ensemble de ces activités, on compte cinq projets impliquant les trois centrales syndicales (CSN, CSQ, FTQ), 12 projets auxquels ont participé l'une ou l'autre des trois centrales et quatre projets impliquant des organismes communautaires ou de femmes s'intéressant à des enjeux du monde du travail. Ces projets ont mobilisé près d'une centaine de personnes, dont 33 représentant.e.s de 14 organisations partenaires (syndicats et groupes), 28 professeur.e.s (dont 24 de l'UQAM) et 17 étudiant.e.s issu.e.s de six des sept facultés/École de l'UQAM.

Au niveau financier, les apports de fonds aux projets du domaine syndical se sont élevés à 142 083 \$, dont 1 100 \$ en fonds internes (UQAM) et 140 983 \$ en fonds externes (organismes subventionnaires et partenaires syndicaux). À ce soutien financier, s'ajoute l'octroi de 150 heures de dégrèvement d'enseignement qui a permis de soutenir l'engagement de professeur.e.s dans la réalisation d'activités de formation en partenariat avec des syndicats.

La consolidation de la coordination du Protocole dans la deuxième moitié de l'année a soutenu le développement de projets porteurs. Depuis octobre 2020, à la demande d'organisations syndicales, quatre projets de recherche ont démarré, dont deux s'intéressant à des thématiques liées au contexte de la pandémie de la COVID-19.

En outre, le Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ a organisé la tenue de trois webinaires afin de répondre, sur-le-champ, à des enjeux soulevés ou accentués par le contexte pandémique. Ainsi, l'expertise en recherche de l'UQAM a rayonné à travers la tenue de ces trois webinaires auxquels ont participé plus de 600 personnes conseillères syndicales et élues de la CSN, la CSQ et la FTQ. Ces conférences peuvent être visionnées sur [la plateforme de vidéos \(YouTube\) du SAC](#).

- **Protection de la vie privée, vie numérique et télétravail**
Avec Sébastien Gambis et Marc-Olivier Killijian (UQAM)
- **Violence conjugale et protection en milieu de travail**
Avec Nadia Morissette (Centre femmes aux 4 vents) et Rachel Cox (UQAM), en collaboration avec le Protocole UQAM-Relais femmes
- **Télétravail en contexte de pandémie : risques psycho-sociaux et pistes d'action**
Avec Ariane Ollier-Malaterre et Sabrina Pellerin (UQAM)

THÉMATIQUES DES PROJETS AU DOMAINE SYNDICAL

Conditions de travail et main d'œuvre

L'attraction et la fidélisation des nouvelles recrues en petite enfance – Le secteur est confronté à un manque criant d'intervenantes en petite enfance. Pour mieux comprendre et répondre à cette préoccupation, un nouveau projet de recherche a été développé et s'intéresse à l'attraction et à la fidélisation des nouvelles recrues de ce secteur. Cette étude, qui s'étendra sur quelques années, est réalisée en partenariat avec la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) et la professeure Kathleen Bentein (UQAM).

Charge de travail chez les enseignant.e.s, personnes chargées de cours et professeur.e.s du réseau de l'enseignement supérieur dans le contexte de la pandémie (COVID 19) – La crise sanitaire de la COVID-19 a amené des transformations dans la tâche professorale. Un projet, porté par la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), la Fédération des professionnelles (FP-CSN) ainsi que les professeurs Mélanie Trottier et Mélanie Lefrançois (UQAM) s'intéresse à cet enjeu. La première phase de cette étude permettra de documenter l'impact de l'enseignement en mode non présentiel sur le personnel enseignant des cégeps et des universités, notamment en ce qui concerne le niveau de charge et surcharge de travail ainsi que les conséquences sur

la santé, sur les autres volets de la tâche (recherche, administration pédagogique, services à la collectivité), sur la carrière et sur la vie personnelle.

Les impacts de l'IA sur les conditions de travail des professionnel.le.s – Les questions de la transformation numérique dans les milieux de travail et du développement de l'intelligence artificielle (IA) préoccupent les syndicats. Un projet partenarial, initié en 2019-2020, pose un regard interdisciplinaire (organisation et ressources humaines, informatique, sciences juridiques) sur les enjeux et les impacts de l'IA relatifs aux conditions de travail des professionnel.le.s membres de la FP-CSN. En 2020, cette équipe a obtenu un financement CRSH Engagement partenarial afin de poursuivre et d'élargir la recherche impliquant la FP-CSN et les professeur.e.s suivant.e.s (par ordre alphabétique) : Hugo Cyr, Sébastien Gambs, Dominic Martin, Ewan Oiry, Mélanie Trottier (UQAM). Les résultats de l'étude permettront aux syndicats de mieux se préparer aux modifications du travail en cours, en regard de l'IA.

Conditions de travail, conciliation travail-famille et activité de travail des intervenantes et des coordonnatrices en maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale – Une étude en partenariat avec le Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et Nathalie Houlfort (UQAM) s'intéresse aux conditions de travail des intervenantes en maison d'hébergement (recrutement, taux de roulement, conciliation travail-famille, etc.), qui effectuent un travail d'intervention et de soutien aussi essentiel que difficile.

Droit, justice et équité

Harcèlement psychologique et sexuel chez les travailleur.euse.s artistes et artisan.e.s, dans le secteur de la culture et des communications – À la demande de la Fédération nationale des communications et de la culture (FNCC-CSN), un projet a été initié sur le harcèlement psychologique et sexuel chez les travailleur.euse.s artistes et artisan.e.s dans le secteur de la culture et des communications. Intégrant une dimension sociale et juridique, avec l'implication des professeures Myriam Dubé et Rachel Chagnon, cette étude vise à obtenir un portrait des problématiques rencontrées par ces travailleur.euse.s dans la dénonciation (et aussi en amont) de situations de harcèlement psychologique et sexuel. À travers ce projet, l'équipe partenariale souhaite identifier des pistes d'action et de revendication, notamment au niveau législatif, afin de faciliter les parcours de dénonciation de ces situations.

Le morcellement normatif et institutionnel du droit du travail : quels effets sur l'accès à la justice du travail ? – En matière de droit du travail, une étude porte sur le morcellement normatif et institutionnel du droit du travail et ses impacts sur l'accès à la justice. Ce projet, dirigé par la professeure Dalia Gesualdi-Fecteau (UQAM) et auquel collaborent la CSN, la CSQ et la FTQ, a obtenu un financement CRSH Savoir en 2019-2020.

La participation active et la prise de parole des femmes dans les instances syndicales – Ce projet vise à dresser un portrait de la participation et de la prise de parole des femmes aux instances syndicales, en tenant compte de la croisée des oppressions. Une retombée souhaitée est d'identifier et de développer des pratiques porteuses dans le contexte syndical québécois pour répondre aux besoins des femmes et soutenir une participation active.

Santé psychologique

La détresse psychologique au travail dans le secteur de transport terrestre dans contexte de la COVID-19 – Ce projet, porté par le Syndical canadien de la fonction publique (SCFP) et la professeure Julie Cloutier, a pour objectifs de déterminer les effets directs et indirects de la COVID-19 sur le niveau de détresse psychologique des employé.e.s administratifs et de bureau du secteur du transport terrestre, ainsi que d'évaluer les conséquences qui lui sont associées ([rapport déposé en janvier 2021](#)).

Évaluation de l'ampleur du phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information : types, impacts et actions entreprises – Une recherche, menée en partenariat par la FNCC-CSN et le professeur Stéphane Villeneuve, s'intéresse notamment aux conséquences psychologiques du cyberharcèlement dans le milieu de l'information. Les travailleur.euse.s de l'information, notamment ceux et celles intervenant dans la sphère publique, sont de plus en plus confronté.e.s à toutes sortes d'attaques. Dans l'optique de proposer des actions pour diminuer l'incidence de cette forme de violence, cette étude évalue l'ampleur du cyberharcèlement dans le milieu de l'information.

Économie

L'ABC du capitalisme – Dans le cadre de l'édition 2018 du Collège FTQ-Fonds, une formation intitulée « l'ABC du capitalisme » avait été dispensée par le professeur Éric Pineault. Ayant suscité un vif intérêt, la FTQ a offert à nouveau cette formation de cinq jours pour leur Collège de 2020. Cette formation de nature économique, dont le contenu a été mis à jour, avait pour principaux objectifs de permettre aux personnes participantes (conseillères et conseillers syndicaux et personnes élues) d'accroître leurs connaissances et d'améliorer leur compréhension du système capitaliste actuel ainsi que de provoquer une réflexion et des débats sur la nature du système économique dominant.

La hausse du salaire horaire minimum à 15 \$ au Québec: impacts sur les salariés 15-19\$ et stratégies d'action collective pour les organisations de défense des travailleurs à bas salaires – La question de l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ au Québec a fait l'objet d'une étude menée par le professeur Sid Ahmed Soussi en collaboration avec l'organisme Au bas de l'échelle. Cette recherche partenariale avait pour objectifs d'étudier les impacts qualitatifs d'une telle hausse sur les travailleur.euse.s dont la rémunération avoisine ce montant ainsi que d'analyser les interactions entre les organisations syndicales et non syndicales sur ces enjeux. [Le rapport](#) a été lancé à l'occasion d'un midi-causerie en mars 2021.

Formation en milieu syndical

Évaluation des retombées à long terme des formations dispensées par le module formation – Ce thème fait l'objet d'une étude menée par le professeur Yves Chochard, en collaboration avec la CSN. Ce projet vise à documenter les retombées des formations dispensées par le module formation de la CSN, de même qu'à identifier les stratégies les plus efficaces pour optimiser le transfert des apprentissages en milieu syndical.

Les impacts des activités d'engagement civique sur la réussite scolaire et le bien-être psychologique chez les adolescents – Un projet de recherche initié en 2015 par Frédérick Philippe et portant sur les impacts de l'engagement civique des jeunes sur la réussite scolaire a généré l'obtention d'une subvention CRSH/Développement partenariat en 2019. Pour les syndicats, les résultats de cette recherche permettront d'une part, de mieux former leurs membres, faisant partie du personnel de l'éducation au Québec, sur l'importance des activités civiques pour les élèves du secondaire et d'autre part, d'orienter leurs pratiques en ayant une meilleure connaissance des leviers et obstacles à la mise en place de telles activités ainsi qu'à la participation des élèves à celles-ci.

Histoire

Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain : 135 ans d'histoire – Un projet de recherche porté par le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM) et Martin Petitclerc (UQAM) vise à documenter l'histoire du CRFTQMM, à l'occasion de son 135e anniversaire. Le rapport de ce projet sera lancé au cours de l'année 2021-2022.

BOURSE CSN-CSQ-FTQ DU FONDS DU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS

Depuis une quinzaine d'années, une fois par an, le SAC offre une bourse d'études CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités. Octroyée grâce à la contribution des partenaires syndicaux du Protocole, cette bourse de 1 500 \$ est destinée aux personnes étudiantes des cycles supérieurs de l'UQAM. Elle vise à reconnaître et soutenir l'excellence et l'engagement d'un.e étudiant.e dans le cadre de son projet de maîtrise ou de doctorat dans le domaine du travail ou syndical.

À l'occasion du concours de l'hiver 2021, cette bourse a été remise à Rachel Faust, étudiante à la maîtrise en science de la gestion. Le projet de la lauréate pose un regard sur des préoccupations actuelles d'employeurs et de syndicats, soit l'impact de l'utilisation de données issues de dispositifs technologiques sur la gestion de la santé et la sécurité au travail (codirection : Mélanie Lefrançois, professeure au Département d'organisation et ressources humaines et Denys Denis, professeur au Département des sciences de l'activité physique).

« Ce prix est un moteur pour la réalisation de mon mémoire, mais également dans la poursuite éventuelle au doctorat. » (Rachel Faust)

PERSPECTIVES

Au domaine syndical du SAC, l'année à venir sera l'occasion de poursuivre le développement de projets partenariaux, fédérateurs d'expertises syndicales et professorales. Plusieurs projets se profilent déjà à l'horizon et portent sur un éventail d'enjeux actuels associés à des thèmes tels l'organisation du travail, les modèles de gestion des services de garde en milieu scolaire, les horaires atypiques et la transition écologique. Aussi, au cours de la dernière année, le monde du travail a été confronté à de multiples enjeux engendrés ou accentués par la pandémie de la COVID-19, ce qui teintera sans doute les projets à venir. Les discussions structurantes à l'occasion des rencontres du Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ ont d'ailleurs mené à la mise sur pied un comité qui, au cours de l'année à venir, se penchera sur des enjeux associés au télétravail, notamment dans le contexte de la transition vers un retour à une certaine normalité post pandémie. Enfin, l'année à venir sera également l'occasion de procéder au renouvellement du Protocole, dont l'actuelle version a été signée en 2017.

REMERCIEMENTS

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

Les nombreuses personnes professeures qui s'engagent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, dans une démarche partenariale avec les groupes ciblés par la Politique des services aux collectivités de l'UQAM;

Les personnes chargées de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation et de recherche des groupes ciblés par la Politique;

Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets;

Les personnes étudiantes qui y ont contribué généreusement;

Les personnes siégeant au Protocole UQAM/Relais-femmes, au Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et au Comité consultatif du volet étudiant pour leur dynamisme, leur rigueur, leur engagement et leur générosité;

Les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur engagement, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche.

PARTENAIRES DES PROJETS ACCOMPAGNES AU SAC

Entre le 1^{er} mai 2020 et le 30 avril 2021

GROUPE

7 à Nous/B7

Action-Gardien

Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

Alliance pour l'engagement de la jeunesse

Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec - ARRO

Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale - AIMTA, section locale 751 FTQ

Association professionnelle des animatrices et animateurs de vie spirituelle et d'engagement communautaire - APAVECO

Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI

Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées - AQLPH

Au bas de l'échelle - ABE

Bibliothèque et Archives nationales du Québec - BAnQ

Bureau d'engagement communautaire, Université Concordia

CALACS de l'Ouest-de-l'Île

CALACS francophone d'Ottawa

CALACS L'Élan

CALACS La Chrysalide

Carrefour Familial Hochelaga

CEDA - Services et soutien divers à la communauté

Centrale des syndicats du Québec - CSQ

Centre d'agression sexuelle du Sud-Est de Moncton

Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - CAVAC Côte-Nord

Centre d'éducation et d'action des femmes - CÉAF

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine - CDEACF

Centre de formation populaire - CFP

Centre de la petite enfance du Centre-Sud

Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord

Centre de santé des femmes de Montréal

Centre de transfert pour la réussite éducative au Québec - CTREQ

Centre des aînés Côte-Des-Neiges - CDN

Centre des femmes de Laval

Centre des travailleur-euse-s immigrant-e-s (CTI)

Centre femmes aux 4 Vents

Centre lasallien de St-Michel

CIBL 101,5

CISSS de la Montérégie-Centre

Clubs 4-H du Québec

Coalition montréalaise des Tables de Quartier - CMTQ

Collectif de défense des droits de la Montérégie

Comité de parents-chercheur.e.s

Comité des organismes sociaux de St-Laurent - COSSL

Comité Leclerc

Comité Marie-Marguerite de la Table de concertation de Laval en condition féminine - TCLCF

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière - CRÉDIL

Commission scolaire de Montréal - CSDM

Concert'Action Femmes Estrie - CAFE

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - CLES

Concertation petite enfance-famille de Montréal-Nord - CPEFMN

Concertation Prévention jeunesse Longueuil

Confédération des syndicats nationaux - CSN

Conseil québécois du loisir - CQL

Conseil québécois LGBTQ

Conseil régional FTQ Montréal métropolitain - CRFTQMM

Diversité artistique Montréal - DAM

Eau Secours

Entre Parents de Montréal-Nord

Entremise

Établissements verts Brundtland de la centrale des syndicats du Québec - EVB-CSQ

Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec - FIPEQ-CSQ

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - FMHF

Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal

Fédération des professionnelles - FP-CSN

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - FTQ

Fédération Histoire Québec

Fédération nationale des communications et de la culture - FNCC-CSN

Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec - FNEEQ-CSN

Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade

Femmes autochtones du Québec – FAQ

Fondation Béati

Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)

Front commun pour la transition énergétique

Gang à Rambrou

Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail
 Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec - GRFPQ
 Hoodstock
 Institut de coopération pour l'éducation des adultes - ICEA
 Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
 Jeunes Karibus
 La Relance
 Le Boulot vers...
 Le Sac à dos
 Ligue des droits et libertés
 Maison des femmes de Baie-Comeau
 Maison Flora-Tristan
 Mères avec pouvoir - MAP
 Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec - MÉPACQ
 Opéra de Montréal
 Parole d'ExcluEs
 Projet Changement
 Québec contre les violences sexuelles
 Réalisatrices équitables
 Regard en Elle
 Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC
 Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal - RIOCM
 Regroupement québécois de la danse
 Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - RQCALACS
 Relais-femmes
 Répît Providence
 Réseau alimentaire de l'Est de Montréal (RAEM)
 Réseau d'action des femmes handicapées Canada - DAWN
 Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (DAWN Canada)
 Réseau des femmes en environnement
 Réseau québécois de l'action communautaire autonome - RQ-ACA
 Réseau québécois des groupes écologistes - RQGE
 Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes - ReQIS
 SCAMA
 SDC Quartier-Latin
 Service d'interprétation visuelle et tactile - SIVET
 Société québécoise du droit à l'environnement
 Solidarité Saint-Henri
 Solon (Celsius Montréal)
 Syndical canadien de la fonction publique - SCFP
 Table de concertation de Laval en condition féminine - TCLCF

Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie - TCGFM
 Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes - TCRI
 Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent - TCFSL
 Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie - TCMFM
 Table de concertation jeunesse en solidarité internationale (TCJSI)
 Table des groupes de femmes de Montréal - TGFM
 Table nationale des Corporations de développement communautaire - TNCDC
 Tables de concertations jeunesse Samuel-de-Champlain - TJC - et Saint-Hubert - TJSH
 Territoires innovants en économie sociale et solidaire - TIESS
 Théâtre des Petites Lanternes
 Union étudiante du Québec - UEQ
 Ville de Montréal
 Wapikoni Mobile

PROFESSEUR.E.S ET CHARGÉ.E.S DE COURS DE L'UQÀM

École des sciences de la gestion

ANANIAN, Priscilla (Professeure) - Département d'études urbaines et touristiques
 AUDET, René (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 BEN LETAÏFA, Soumaya (Professeure) – Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 BENTEIN, Kathleen (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 CAMUS, Annie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 CHADOIN, Martin (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines
 CLOUTIER, Julie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 LEFÈVRE, Sylvain A. (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 LEFRANÇOIS, Mélanie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 LÉONARD, Maude (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 MARTIN, Dominic (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines
 MICHAUD, Valérie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 NAVARRO-FLORES, Olga (Professeure) - Département de management
 OIRY, Ewan (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines

OLLIER-MALATERRE, Ariane (Professeure) -
Département d'organisation et ressources humaines
RACINE, François (Professeur) - Département d'études
urbaines et touristiques
ROCHEFORT, Michel (Professeur) - Département
d'études urbaines et touristiques
SULTAN-TAÏEB, Hélène (Professeure) - Département
d'organisation et ressources humaines
TELLO-ROZAS, Sonia (Professeure) - Département
d'organisation et ressources humaines
TROTIER, Mélanie (Professeure) - Département
d'organisation et ressources humaines

Faculté des arts

BRDAR, Sinisha (Professeur) - École de Design
CUNHA OLIVEIRA, Ney Wendell (Professeur) - École
supérieure de théâtre
LAMOUREUX, Ève (Professeure) - Département
d'histoire de l'art
LASNIER, Louis-Charles (Professeur) – École de Design

Faculté de communication

BÉLANGER, Anouk (Professeure) - Département de
communication sociale et publique
BOUCHARD, Caroline (Professeure) - Département de
communication sociale et publique
BOURASSA-DANSEREAU, Catherine (Professeure) -
Département de communication sociale et publique
GUYOT, Loïc (Professeur) - École des médias
LABERGE, Marie (Professeure associée) - Centre de
recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la
société et l'environnement (CINBIOSE)
LAFRANCHISE, Nathalie (Professeure) - Département
de communication sociale et publique
LAJEUNESSE, Richard (Chargé de cours) - Département
de communication sociale et publique,
LAQUERRE, Marie-Emmanuelle (Professeure) -
Département de communication sociale et publique
LEDUC, Véronique (Professeure) - Département de
communication sociale et publique
MÉNARD, Marc (Professeur) - École des médias
MILLETTE, Mélanie (Professeure) - Département de
communication sociale et publique
POITRAS, Diane (Professeure) - École des médias
RHÉAUME, Jacques (Professeur émérite) - Département
de communication sociale et publique
SAINT-CHARLES, Johanne (Professeure) - Département
de communication sociale et publique
WEBB, Jena (Professeure associée) - Centre de
recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la
société et l'environnement (CINBIOSE)

Faculté de science politique et de droit

ATAOGUL, Sibel (Chargée de cours) - Département des
sciences juridiques

BARIL, Jean (Professeur) - Département des sciences
juridiques
BERNHEIM, Emmanuelle (Professeure associée) -
Département des sciences juridiques
BERNIER, Dominique (Professeure) - Département des
sciences juridiques
BERNSTEIN, Stéphanie (Professeure) - Département
des sciences juridiques
CHAGNON, Rachel (Professeure) - Département des
sciences juridiques
COX, Rachel (Professeure) - Département des sciences
juridiques
CYR, Hugo (Professeur) - Département des sciences
juridiques
FARGET, Doris (Professeure) – Département des
sciences juridiques
FONTAINE, Laurence-Léa (feu) (Professeure) -
Département des sciences juridiques
GESUALDI-FECTEAU, Dalia (Professeure) -
Département des sciences juridiques
LANIEL, Richard-Alexandre (Chargé de cours) -
Département des sciences juridiques
LAQUERRE, Marie-Emmanuelle (Professeure) -
Département de communication sociale et publique
LEMONDE, Lucie (Professeure) - Département des
sciences juridiques
LIPPEL, Katherine (Professeure associée) -
Département des sciences juridiques
PAGÉ, Geneviève (Professeure) - Département de
science politique
PICARD, Isabelle (Chargée de cours) - Département de
science politique

Faculté des sciences

BACHAND-LAVALLÉE, Virginie (Chargée de cours) –
Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM
(ISE)
BLANCHET, Mariève (Professeure) - Département des
sciences de l'activité physique
CHAUBET, Philippe (Professeur) - Département des
sciences de l'activité physique
GAMBS, Sébastien (Professeur) - Département
d'informatique
KILLIJIAN, Marc-Olivier (Professeur) - Département
d'informatique
LEDOUX, Élise (Professeure) - Département des
sciences de l'activité physique
MESSING, Karen (Professeur émérite) - Département
des sciences biologiques
VENANT, Fabienne (Professeure) - Département de
mathématiques

Faculté des sciences de l'éducation

AMIREAULT, Valérie (Professeure) – Département de
didactique des langues

BARALLOBRES, Gustavo (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 BÉLANGER, Jean (Professeur émérite) - Département d'éducation et formation spécialisées
 BRIÈRE, Laurence (Professeure associée) - Département de didactique
 CHOCHARD, Yves (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 COURCOT, Blandine (Chargée de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées
 COURNOYER, Louis (Professeur) - Département d'éducation et pédagogie
 DAHL, Audrey (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 DANIAU, Stéphane (Professeur associé, Chargé de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées
 DRIDI, Houssine (Professeur) - Département d'éducation et pédagogie
 FORTIER, Marie-Pierre (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 HORVAIS, Jean (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 LACHANCE, Lise (Professeure) - Département d'éducation et pédagogie
 LAFORTUNE, Gina (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 MERCIER, Jean-Pierre (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 ORELLANA, Isabel (Professeure) - Département de didactique

Faculté des sciences humaines

BEAUVAIS, Rebecca (Chargée de cours) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BÉLANGER-SABOURIN, Catherine (Chargée de cours) - École de travail social
 BERGERON, Manon (Professeure) - Département de sexologie
 BERTHELOT-RAFFARD, Agnès (Professeure associée, Chargée de cours) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BLAIS, Martin (Professeur) - Département de sexologie
 BLAIS, Mélissa (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BOURDAGES-LAFLEUR, Jade (Professeure) - École de travail social
 BRUNSON, Liesette (Professeure) - Département de psychologie
 CELIS, Leila (Professeure) - Département de sociologie
 CHAMBERLAND, Line (Professeure associée) - Département de sexologie
 CHESNAY, Catherine (Professeure) - École de travail social

CORBEIL, Christine (Professeure retraitée) - École de travail social
 COURCY, Isabelle (Professeure sous octroi) - Département de sociologie
 DAHL, Audrey (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 DANDENEAU, Stéphane (Professeur) - Département de psychologie
 DESCARRIES, Francine (Professeure) - Département de sociologie
 DORAY, Pierre (Professeur) - Département de sociologie
 DORVIL, Henri (Professeur) - École de travail social
 DUBÉ, Myriam (Professeure) - École de travail social
 DUSSAULT, Joëlle (Chargée de cours) - École de travail social
 GERVAIS, Mathieu-Joël (Professeur associé) - Département de psychologie
 GILBERT, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 GONIN, Audrey (Professeure) - École de travail social
 HÉBERT, Martine (Professeure) - Département de sexologie
 HORDYK, Shawn-Renée (Professeure) - École de travail social
 HOULFORT, Nathalie (Professeure) - Département de psychologie
 JOCHEMS, Sylvie (Professeure) - École de travail social
 LEFEBVRE, Sylvain (Professeur) - Département de géographie
 LÉVESQUE, Sylvie (Professeure) - Département de sexologie
 MENSAH, Maria Nengeh (Professeure) - École de travail social
 MEUNIER, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 PARAZELLI, Michel (Professeur) - École de travail social
 PETITCLERC, Martin (Professeur) - Département d'histoire
 PETITEAU, Liza (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 PHILIPPE, Frédérick (Professeur) - Département de psychologie
 PINEAULT, Éric (Professeur) - Département de sociologie
 POULIN, François (Professeur) - Département de psychologie
 RENÉ, Jean-François (Professeur) - École de travail social
 SOUSSI, Sid Ahmed (Professeur) - Département de sociologie
 VILLENEUVE, Stéphane (Professeur) - Département de linguistique

Autres

HECK, Isabelle (Professeure associée) – Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

ÉTUDIANT.E.S DE L'UQÀM

École des sciences de la gestion

ASSEKOUR, Yassine (2e cycle) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
BEAUCHEMIN, Marc-Antoine (2e cycle) - Département de finance
BEAUPRÉ, Andréane (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
BENAIDA, Ade (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
BERNIER, Alexandre (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
BIGELOW, Émilie-Jade (1e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
BOUHIA, Mariem (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
CHABOT, Philippe (2e cycle) - Département des sciences économiques
CHAMPAGNE, Élyse (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
DALLAIRE-GAGNON, Cynthia (1e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
DIAZ, Jérémy (3e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
DUBOIS, Audrey (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
DUCHESNE-RAYMOND, Olivia (1e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
EBACHER, Valérie (2e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
FAUST, Rachel (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
GELINAS, François (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
GOUGEON, Laurence (1e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
GUEUDAR DELAHAYE, Célia (2e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
GUSTINOV, Georgi (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
HERNANDO SANCHEZ, Luis (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
JARNOUX, Emma (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
JETTÉ LALONDE, Maude (2e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
KAANICHE, Samy (2e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques
KABAL, Axel-Andy (1e cycle) - Département d'études urbaines et touristiques

LEVASSEUR, Manon (1e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
MALOUIN-LALONDE, Claude (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
MOISE, Sophie (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
OUTAROUA, Youness (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
PELLERIN, Sabrina (3e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
PHUNG, Jackie (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
POULIN, Roxanne (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
ROBERGE, Mickael (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
SANTILLANA BUTRON, Claudia (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
TREMBLAY, Johannie (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
VIGER-MEILLEUR, Maude (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines

Faculté des arts

BEAUDIN, Anne-Julie (2e cycle) - Département histoire de l'art
CHAGNON, Karim (3e cycle) – Département d'études littéraires
COURVILLE, Jean-Michel (2e cycle) - École de Design
DESJARDINS, François (1e cycle) - École de Design
EL HAMDouchi, Amal (2e cycle) - École de Design
ÉTHIER, Jacob (2e cycle) - École de Design
GALLIEN, Stéphanie (1e cycle) - École de Design
GRÉGOIRE, Roxanne (1e cycle) - École de Design
HAI SON, Cao (2e cycle) - École de Design
LAMARCHE, Sophie (2e cycle) - École de Design
OUELLETTE, Stéphanie (2e cycle) - École de Design
PERRINO, Gabriella (1e cycle) - École de Design
RUPPLI, MANON, Michelle (1e cycle) - École de Design
TAKAMARI, Michelle (1e cycle) - École de Design

Faculté de communication

BRAEUNER, Marie (2e cycle) - École des médias
CORFA, Camille (1e cycle) - Département de communication sociale et publique
LAMBERT, Sophie (2e cycle) - École des médias
LATHOUD, Ingrid (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
MAILLARD, Anaïs (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
PANNETON, Stéphanie (2e cycle) - Département de communication sociale et publique
PELLETIER, Fanie (2e cycle) - École des arts visuels et médiatiques
SAULNIER, Claudie (2e cycle) - École des médias

SAUNDERS, Daz (3e cycle) - Département de communication sociale et publique

Faculté de science politique et de droit

AVERY-BENNY, Camille (1e cycle) - Département des sciences juridiques
BEAULIEU-LAVOIE, Florence (1e cycle) - Département des sciences juridiques
BEAUVAIS, Noémie (2e cycle) - Département des sciences juridiques
BOIES, Julien (1e cycle) - Département des sciences juridiques
COALLIER, Emmy (1e cycle) - Département des sciences juridiques
CÔTÉ, Martine B. (2e cycle) - Département des sciences juridiques
CROUCET, Sabrina (1e cycle) - Département des sciences juridiques
DAOUST CARRASCO, Béatriz (1e cycle) - Département des sciences juridiques
DESMARAIS, Marie-Eve (2e cycle) - Département des sciences juridiques
DUBUC, Cloé (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
DUMAS, Evelyne (1e cycle) - Département des sciences juridiques
FILLION, Pascale (1e cycle) - Département des sciences juridiques
FRANÇOIS, Margot (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
GARIÉPY, Félix (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
GEOFFROY, Mylène (1e cycle) - Département des sciences juridiques
GIGNAC, Chanel (2e cycle) - Département des sciences juridiques
GIGNAC-EDDY, Anna (1e cycle) - Département des sciences juridiques
HENICHE, Louisa (1er) - Département des sciences juridiques
KYRIAKOPOULOS, Katya (1e cycle) - Département des sciences juridiques
LAFRENIÈRE ABEL, Mylène (2e cycle) - Département des sciences juridiques
LALONDE, Justine (1e cycle) - Département des sciences juridiques
LEMIEUX-GAUDREAU, Adèle (1er) - Département des sciences juridiques
MOUSSU-LUSSIÉ, Mathilde (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
N'DIAYE, Lou (1e cycle) - Département de science politique
NICHOLSON, Danny (1e cycle) - Département des sciences juridiques

OUELLETTE, Corinne (1e cycle) - Département des sciences juridiques
OUMET, Cassandre (1e cycle) - Département des sciences juridiques
PARADA, Alexandra (3e cycle) - Département des sciences juridiques
PARÉ, Stéfany (1er) - Département des sciences juridiques
PERRAS, Catherine (1e cycle) - Département des sciences juridiques
PERREAULT-HÉBERT, Édith (2e cycle) - Département des sciences juridiques
PETRE, Claudia Mariana (1e cycle) - Département des sciences juridiques
PEUGNIEZ, Paul-Louis (1e cycle) - Département de science politique
PIGEON, Myriam (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
RHEAULT, Gabrielle (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
RHÉAUME, Louis (1e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
RIOU-ROUTHIER, Flavie (1e cycle) - Département des sciences juridiques
ROY, Daphnée (1e cycle) - Département des sciences juridiques
SIMARD, Jérôme (1e cycle) - Département des sciences juridiques
SIMARD, Mathilde (1er) - Département des sciences juridiques
THIBAUT, Sarah (2e cycle) - Département de science politique
TOMASSO, Ludicine (3e cycle) - Département de science politique
VALCARCEL ACURIO, Claudia (1e cycle) - Département des sciences juridiques
VENNE, Béatrice (1e cycle) - Département des sciences juridiques
YACOUN, Sara (1er) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)

Faculté des sciences

BILODEAU, Catherine (2e cycle) - Département de mathématiques
CHAYER, Camille (2e cycle) - Département des sciences de l'activité physique
L'ITALIEN-BRUNEAU, Rox-Anne (2e cycle) - Département de mathématiques
LEROUX, François (2e cycle) - Département des sciences de l'activité physique
MOREAU, Guillaume (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MOUAFI, Célestin (2e cycle) - Département de mathématiques

Faculté des sciences de l'éducation

BALOUET, Maxime (1e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
BOISVERT-HAMELIN, Marie-Ève (3e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
BOUCHER-CARDINAL, Marika (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
LANDRY, Audrey-Ann (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
LE-JUEZ, Anaïs (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
RUPP-NANTEL, Karl (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
TREMBLAY, Yolaine (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées

Faculté des sciences humaines

AIZPURU ARRILLAGA, Nerea (3e cycle) - Département de sociologie
ALIMI, Sonia (3e cycle) - Département de sociologie
BLANCHETTE-LUONG, Vanessa (3e cycle) - Département de psychologie
BROUILLETTE, Maëlle (2e cycle) - École de travail social
BUSIC, Milan (2e cycle) - Département d'histoire
CARRIER, Éline (3e cycle) - Département de psychologie
CHAUVEY, Arnaud (2e cycle) - Département de géographie
D'AMOURS, Érick (2e cycle) - École de travail social
DESROCHERS, Camille (2e cycle) - Département de sexologie
DUMERCHAT, Mélusine (3e cycle) - Département de sociologie
EDERER, Mélanie (2e cycle) - École de travail social
GAGNON-BOUCHARD, Laurie (2e cycle) - Département de sociologie
GINGRAS, Marie-Pier (3e cycle) - Département de psychologie
GRANT-POITRAS, David (3e cycle) - Département de sociologie
HODETTE, Laurent (1e cycle) - Département de sociologie
LAFOLLE, Solange (3e cycle) - Département de psychologie
LAVOIE, Isabelle Anne (2e cycle) - École de travail social
LESPÉRANCE, Paule (2e cycle) - École de travail social
MEEK-BOUCHARD, Catherine (3e cycle) - Département de psychologie
MÉTILLUS, Ariane K. (1e cycle) - Département de sociologie
MICHAUD-GUILBAULT, Florence (1e cycle) - École de travail social
MOMMÉJA, Léa (2e cycle) - École de travail social
MONTREUIL, Frédérique (2e cycle) - Département d'histoire

PARENT-POISSON, Nicolas (1e cycle) - Département de sociologie
PAUZÉ, Audrey (3e cycle) - Département de psychologie
PELLETIER-LANDRY, Lucie (2e cycle) - Département de sociologie
PERRON-MARTEL, Arianne (1e cycle) - Département de psychologie
PRONOVOST, Véronique (3e cycle) - Département de sociologie
RICCI, Sandrine (3e cycle) - Département de sociologie
RIOUX, Sophie (2e cycle) - Département de sociologie
ROY, Jean-Simon (1e cycle) - Département de géographie
SIMARD, Audrey (2e cycle) - Département de sociologie
SQUIRES, Stephany (3e cycle) - Département de psychologie
THIBAUT-LEBLANC, Maxime (2e cycle) - Département de sociologie
TURCOTTE, Camille (3e cycle) - Département de psychologie
ZENNIA, Sabrina (1e cycle) - École de travail social